

25X1

Next 1 Page(s) In Document Exempt

# CILACC

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R004700050002-2

Centre International de Lutte Active  
Contre le Communisme

Adresse Postale

100, rue de Trèves, Bruxelles IV (Belgique)

## DOSSIERS DU COMMUNISME

### SOMMAIRE

- 1.- QUESTIONS D'ACTUALITE - DOCTRINE  
IDEOLOGIE - PROBLEMES DISCUTES.-  
-La crise du communisme. p. 1  
-Entre l'Orient et l'Occident. p. 3
- 2.- PAGES D'HISTOIRE.-  
-Petite Histoire du Komintern (suite/4). p. 5
- 3.- KOMINFORM (Histoire-Directives-Informations)  
-Les aveux d'un ex-communiste italien. p. 8
- 4.- DERRIERE LE "RIDEAU de FER".-  
-Où en est l'aviation soviétique ? p.14  
-La formation des officiers soviétiques. p.18  
-Le sort de la Lettonie. p.22  
-Le sort des jeunes dans les pays satellites. p.23  
-L'économie de l'Europe orientale. p.25
- 5.- DEVANT LE "RIDEAU de FER".-  
-La Yougoslavie depuis la dissidence titiste. p.32  
-Un Gibraltar soviétique dans le golfe  
de Finlande. p.33
- 6.- LE COMMUNISME EN ASIE.-  
-La conférence de Bangkok et le pacte  
Sino-Soviétique. p.35
- 7.- "DU MONDE ENTIER..."-  
-Un budget de famille en Roumanie. p.13  
-En marge des déportations en Lituanie. p.31  
-Mort pour le régime. p.34  
-Sport et politique. p.37  
-L'URSS se propose de révolutionner  
le marché de l'or. p.37  
-Sabotages dans les pays satellisés. p.38  
-Nouvelles de Roumanie. p.39  
-Assassinats et disparitions en Bulgarie. p.40  
-Les camps de concentration en Bulgarie. p.41  
-Attention aux espions (Tchécoslovaquie). p.42  
-L'utilisation des compétences en Roumanie. p.42



Organe de documentation et de  
liaison des organisations et des  
personnes s'occupant activement  
de l'action de défense contre le  
péni communiste.

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R004700050002-2

DOSSIER n° 3/27

MARS 1950

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00413R000400050002-2

mocraties populaires, vassales des Soviets. En Pologne, ce mouvement, dirigé par le secrétaire du parti Goralka, prenait une telle extension, que Moscou se contenta de "limoger" le coupable, sans oser le livrer aux bourreaux. Mais le danger n'est pas écarté et le président de la république en Pologne, Biérut, le dénonçait en ces termes au cours d'un congrès du parti, qui s'était tenu en décembre 1948:

"L'expérience de l'histoire du mouvement ouvrier nous enseigne que le nationalisme est l'ennemi le plus dangereux et le plus sournois des aspirations libératrices du peuple ... le patriotisme n'est sincère et authentique que lorsqu'il est international." Cette étrange expression, qui recèle une contradiction interne, veut dire, en réalité, que le seul patriotisme exigé des travailleurs est le patriotisme soviétique; de là, le devoir de trahir sa patrie au profit des Soviets.

En Bulgarie, Dimitrov, atteint, lui aussi, du virus nationaliste, fut convoqué à Moscou, où il mourut juste à temps. Le chef du nouvel Etat vassal de l'Allemagne Orientale, Grottewohl, dont la femme et le fils se sont réfugiés en zone britannique, est également tenu en suspicion.

Le cas du parti communiste français est particulièrement instructif sous ce rapport. Après avoir bénéficié du prestige de la Résistance, dont il s'attribuait tout l'honneur, après avoir été "dédouané" par le général de Gaulle et associé au pouvoir, le parti communiste remporta de considérables victoires électorales et disposa d'une presse fort influente. Il comptait, à ce moment, une pléiade d'intellectuels qui lui donnait un certain lustre dans l'opinion publique. La maladroite politique de Moscou transforma ces succès en défaites. Des écrivains comme Jean Cassou, Vercors, Edith Thomas, Pierre Emmanuel et d'autres quittèrent le parti en claquant la porte; les tirages des journaux communistes et sympathisants tombèrent d'une façon catastrophique; celui de l'"HUMANITE", qui était de 600.000 exemplaires ne dépasse pas actuellement 200.000 exemplaires.

Par ailleurs, il s'est produit dans le parti communiste français, une sorte de mouvement de protestation, qui a atteint les fédérations de la Marne, du Morbihan, de la Seine Inférieure, du Rhône, des Bouches du Rhône, des Alpes Maritimes et s'étend comme une tâche d'huile sur toute la France. Ce mécontentement s'est cristallisé, en quelque sorte, autour du titisme, comme naguère autour du trotskisme, ce qui permet aux communistes de se libérer du joug de Moscou, tout en restant fidèles à leurs convictions.

Il a été impossible au parti de dissimuler l'importance de ce mouvement et au cours de son discours, prononcé le 7 octobre dernier devant le Comité Central du Parti, Maurice THOREZ avait déclaré, entre autres que "Nous devons faire connaître aux jeunes adhérents l'expérience de notre lutte contre les éléments trotskistes qui essayèrent autrefois de nuire à notre parti. NOUS DEVONS DENONCER L'ACTIVITE DES AGENTS TITISTES QUI VOUDRAIENT CIRCONVENIR DE JEUNES TRAVAILLEURS INEXPERIMENTES."

Le monolithe communiste tend ainsi à se désagréger, à se diviser en différentes chapelles, à perdre son caractère universel, tandis que le bolchevisme russe risque d'être qualifié d'hérésie, comme il l'a été par les trotskistes, et de se voir enlever la direction du mouvement. Il n'y a là, du reste, rien que de très naturel. Pour en revenir encore une fois aux leçons de l'histoire, il convient de se rappeler que les grands empires, artificiellement établis, ne sont pas viables; ni les Perses, ni les Romains, ni Charlemagne, ni Genghis-Khan, ni Napoléon n'y ont réussi; dépassé une certaine mesure, la grandeur cesse d'être une force pour devenir une faiblesse et les géants sont condamnés à disparaître comme les plésiosaures et les ichtyosaures.

Staline n'est certes, pas un génie, mais le serait-il qu'il se trouverait incapable de gouverner un empire qui s'étendrait de l'Elbe à l'Océan Pacifique et comprendrait cent nationalités différentes. La conquête du monde, objectif officiel du communisme, est une utopie.

Le communisme, comme idée, comme valeur spirituelle, avait, lui aussi, ses chances de succès et c'est sur ce terrain qu'il a remporté ses premières victoires qui ont été, en même temps, des défaites, car c'est justement l'application pratique du communisme qui en a fait ressortir le caractère tyrannique, avec la risée comme conséquence.

Le trotskisme avait été une tentative de rendre au communisme son caractère international; cette tentative a complètement échoué et Staline s'est vu obligé de donner une certaine satisfaction aux sentiments nationaux en créant le patriotisme soviétique et en glorifiant la grandeur et les traditions historiques du peuple russe. Mais, si en URSS le patriotisme soviétique se confond avec le nationalisme russe, il n'en est pas de même dans les autres pays, où existe également un puissant sentiment national; le titisme n'est pas autre chose qu'une tentative de concilier ce sentiment national avec la fidélité aux principes du communisme.

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00413R000400050002-2

3.  
Les Soviets avaient mis sur ces pays où ils étaient dans  
Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R004700050002-2  
et alliés d'Occident. Ils ne l'ont pas fait, ce qui a amené la dissidence you-  
goslave et l'opposition qui grandit en Pologne, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie  
et se manifeste en France.

Il est donc incontestable que le bolchevisme russe perd constamment de son  
prestige au profit des communistes nationaux; la fameuse "discipline de fer" pré-  
conisée par Lénine, est en passe de disparaître. Les hommes, que Moscou a placés  
au pouvoir dans les pays vassaux, peuvent essayer encore des méthodes usées de  
terreur et de procès spectaculaires; ces procédés ne trompent plus personne et ne  
font qu'attiser les haines entre les différentes tendances parmi les communistes  
eux-mêmes.

La décomposition que les communistes prédisait au monde "capitaliste" sem-  
ble ainsi frapper le communisme lui-même. Ce que les puissances occidentales, me-  
nacées dans leur existence, n'ont pas su faire, grâce à la myopie, à la couardise  
et à l'ignorance stupéfiante de leurs chefs: la lutte contre le communisme, ce dan-  
ger mondial, Staline le réussit inconsciemment. Nulle part les communistes ne  
sont traqués, deshonorés et massacrés comme ils le sont par Moscou derrière le  
Rideau de Fer. Un jour viendra, et il n'est peut-être pas si loin, où un nouveau  
Thémistocle surgira de ce bouillonnement et le Père des Peuples se souviendra alors  
du sort de Robespierre.

Questions d'Actualité

#### ENTRE L'ORIENT ET L'OCCIDENT

Le gouvernement égyptien, qui joue un rôle de plus en plus marquant dans le  
monde arabe, travaille en ce moment en vue d'unir le Croissant à la Croix pour  
lutter contre le communisme athée. C'est en effet le représentant égyptien auprès  
du Saint-Siège qui a ouvert les négociations se rapportant à un tel objet. Au Va-  
tican, on assure que le Souverain Pontife, qui a affirmé à plusieurs reprises son  
hostilités aux régimes persécuteurs de la spiritualité religieuse quelle qu'elle  
soit, n'a pas repoussé ses propositions hardies; il ne s'est toutefois pas pronon-  
cé en leur faveur. Elles n'en sont pas moins intéressantes et expriment le senti-  
ment que, devant le matérialisme niveleur, l'adversaire doit choisir au-delà des  
rivalités de nations, de races ou de confession, un facteur commun d'unification  
qu'il ne peut trouver que dans l'esprit religieux.

Le monde musulman serait d'autant plus disposé à suivre cette voie que l'URSS  
l'a déçu. Après avoir paru encourager, dans les Républiques soviétiques à popu-  
lation musulmane, les libertés coraniques, Moscou a pris contre elles des mesures  
restrictives. L'éveil a été donné il y a peu de temps par une causerie de carac-  
tère ethno-théologique prononcée au micro de Radio-Moscou. L'orateur y flétris-  
sait le Coran, l'accusait d'entretenir la haine entre nations et de justifier  
l'exploitation de l'homme par l'homme au mépris des grands lieux communs du mar-  
xisme. Un texte de Lénine était même opportunément exhumé pour mieux démontrer  
la malfaisance de la doctrine de Mahomet. Les observateurs occidentaux, en liai-  
son avec les éléments musulmans des confins soviétiques, rapportent maintenant  
qu'après les entreprises de déchristianisation, des campagnes antimusulmanes ont  
été lancées dans les Républiques soviétiques d'Asie centrale. La République turk-  
mène paraît être l'objet de la vigilance particulière de Moscou. La récolte du  
coton y ayant été accomplie dans de médiocres conditions due à la mauvaise volon-  
té du peuple, la République turkmène n'a eu l'autorisation de célébrer l'anniver-  
saire de sa fondation qu'un mois après la date habituelle. On a aussi relevé la  
trace de troubles dans l'Ouzbékistan. Dans le Tadjikistan, république "cottonniè-  
re" elle aussi, la propagande soviétique s'est livrée à un éloge hyperbolique du  
peuple tadjik. On sait que, selon la coutume de la presse des Soviets, ces propos  
dithyrambiques dissimulent souvent de graves malentendus et couvrent les plaintes  
des populations malmenées.

Les mesures prises contre les communautés musulmanes soviétiques sont inter-  
prétées comme l'expression de cet esprit centralisateur qui, poussé en URSS jusqu'à  
l'absurde, ne peut tolérer l'existence de minorités mues par une autre foi que  
celle promulguée par le Kremlin. C'est pourquoi, récemment encore, des commu-  
nautés juives ont été, en URSS, déportées vers les régions polaires. Ce n'est pas  
la première fois que le gouvernement soviétique prend de telles dispositions à  
Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R004700050002-2  
égard des communautés juives, et le temps n'a pas altéré, parmi les popu-  
lations juives de Russie méridionale, le souvenir de la déportation des rabbins

d'Odessa et de leurs fidèles les plus fervents.

Cette résurgence du pogron n'a pas été sans exercer d'influence sur certains milieux aux Etats-Unis, où l'élément israélite, assez longtemps favorable à Moscou, est prépondérant. Les sévices exercés en Russie sur les communautés raciales et religieuses ont dissipé bien des illusions. Si une large part de l'opinion américaine demeure favorable à "la drôle de paix", on peut discerner, parmi les hommes "en place", une certaine tendance belliciste engendrée par la certitude que toute négociation avec l'URSS ne peut être qu'un marché de dupes et que le temps ne travaille que pour Staline.

Un tel sentiment se trouve confirmé par plusieurs rapports qui, parvenus à Washington, font état du développement de l'aviation soviétique de bombardement, et surtout de combat. Or les experts estiment que, dans la construction aéronautique, les progrès sont si rapides que, si l'URSS multiplie si promptement le nombre des appareils, ce ne serait pas pour les laisser devenir périmés sous les hangars, mais au contraire dans le dessein de s'en servir à bref délai.

On est aussi convaincu que les laboratoires soviétiques poursuivent sans relâche leurs travaux "atomiques". Enfin, on a pu relever en Russie les témoignages d'un exode des entreprises industrielles lourdes vers les régions orientales ouraliennes et sibériennes. Il n'est pas impossible, croit-on au Pentagone, qu'ayant affermi leur entente avec la Chine de Mao-Tsé Toung, les Soviétiques ne créent un bloc industriel asiatique peu vulnérable et où les échanges de matières premières et de main-d'oeuvre seraient faciles.

Ces faits n'ont pas encore été rendus assez publics, aux Etats-Unis, pour modifier la tendance populaire au pacifisme. C'est donc dans les milieux informés que la réaction est la plus vive. On commence à s'y alarmer de l'attitude légère, ou criminelle, prise par certains représentants du monde scientifique, attitude dont les conséquences peuvent être redoutables. Après les déclarations du Dr Fuchs, celles du professeur Einstein sont venues aggraver cette tendance. On rappelle maintenant l'action douteuse d'un Joliot-Curie en France. Récemment, en Angleterre, le candidat communiste opposé à M. Bevin a bénéficié du soutien d'un savant éminent, le professeur Bernal. Ainsi rassemblés, et nous ne citons que les plus édifiants, ces faits révèlent les ravages causés dans l'esprit de personnalités qui, souvent détournées des réalités politiques par l'élévation de leurs travaux, se placent inconsidérément dans le camp de l'URSS trop enclin à exploiter leur crédulité. C'est vraiment dans de tels cas que la légendaire distraction des savants devient périlleuse. Rappelons que la manoeuvre soviétique lancée sous le vocable de la lutte pour la paix, et qui a entraîné un grand nombre d'égarés, n'est qu'un des thèmes définis par le Kominform à la dernière réunion qu'il a tenue au mois de novembre en Hongrie.

A la conduite imprudente de certaines personnalités savantes d'Occident s'oppose celle des hommes de science russes, qui sont tous tenus au secret le plus rigoureux. Sans même parler des travaux de nature stratégique, des recherches de caractère thérapeutiques dont les résultats seraient bienfaisants pour l'humanité entière, ne peuvent franchir les frontières de l'URSS. Ainsi en a-t-il été, et en est-il encore de ce qui concerne la régénérescence cellulaire, matière dans laquelle les savants russes ont obtenus de remarquables résultats.

A la complicité souvent inconsciente que l'URSS rencontre à l'étranger, il faut joindre l'oeuvre de ses agents spécialisés. On a la certitude, dans les services de contre-espionnage américains, qu'un vaste plan de sabotage est mis en place aux Etats-Unis. Aussi l'attention du F.B.I. (Federal Bureau of Investigation) s'est-elle portée, depuis quelque temps, sur l'aviation militaire où les accidents deviennent de plus en plus fréquents. En quelques jours, plusieurs appareils se sont enflammés en vol ou se sont écrasés au sol. Un avion transportant des documents atomiques s'est abattu au Nouveau Mexique, un B-36 s'est perdu en mer, le B-29 qui le recherchait s'est écrasé au sol, un hydravion a été victime du même sort, et tout récemment un avion militaire a péri à Los Angeles.

# Pages d'Histoire

PETITE HISTOIRE DU KOMINTERN

⤵ suite ⤴

## LE CINQUIEME CONGRES.

Un grave événement s'était produit après le IVème Congrès du Komintern: Lénine son créateur et son animateur, était mort, rongé par les tréponèmes, le 21 janvier 1924, sans avoir pris de mesures pour assurer sa succession. Il s'en était suivi une lutte âpre entre les candidats au pouvoir: Staline, secrétaire général du parti, semblait avoir toutes les chances, mais il se heurtait à l'opposition de droite et de gauche, dont les principaux chefs étaient Boukharine et Trotski. Ne se sentant pas encore assez fort pour venir à bout, par ses propres moyens, de cette opposition, qui jouissait de grandes sympathies parmi les membres du Parti, Staline résolut de soumettre ce différent au Vème Congrès du Komintern, dans la certitude d'y remporter une victoire définitive sur ses adversaires.

Ce Congrès eut lieu à Moscou du 17 juin au 8 juillet, en présence de 510 délégués, envoyés par 164 groupements communistes de 49 pays.

Les discussions se concentrèrent sur plusieurs points dont les principaux, présentés par Staline étaient les suivants. Premièrement Staline admettait que la situation dans le monde capitaliste s'était provisoirement stabilisée et qu'il fallait attendre et durer jusqu'à l'arrivée d'un événement inévitable, mais dont la nature était pour le moment imprévisible, qui permettrait de reprendre la marche vers la révolution mondiale. Pour pouvoir durer, il fallait consolider la situation intérieure en combattant l'influence croissante des nouveaux éléments capitalistes qui pourraient essayer de jouer un rôle politique. Le seul moyen de parer à ce danger était, selon Staline, de procéder résolument à la construction du socialisme en URSS. De là, la fameuse phrase de l'"édification du socialisme dans un seul pays", conception qui fut farouchement combattue par les "gauchistes" et les "droitiers".

Le second point présenté par Staline découlait du premier. Pour procéder à l'édification du socialisme en URSS il fallait avoir des cadres sûrs, il fallait donc procéder à une éparation des rangs du parti communiste de l'URSS et partant, comme tous les partis communistes du monde entier sont solidaires de tous les autres partis communistes.

Cette manoeuvre permettait à Staline non seulement de prendre bien en main le P.C. de l'URSS, mais également de trier de telle façon les P.C. étrangers que seuls ses partisans resteraient en place.

En faisant siennes les propositions de Staline, le Congrès adopta à l'unanimité des résolutions adéquates et confirma les décisions favorables à Staline, du XIII<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste de l'URSS.

Ce vote du Komintern sonna le glas des derniers vestiges d'égalité entre les diverses sections de l'Internationale. Grâce à ses hommes que Staline eut soin de placer à la tête des partis étrangers, il les prit fermement en main et les réduisit à l'état de simples exécutants de ses volontés. C'est à partir du Vème Congrès que le Komintern prit sa forme définitive celle d'une organisation aux ordres de Moscou, dont les membres n'ont plus à raisonner, mais simplement exécuter les ordres qui leur viennent du Kremlin.

A côté de ces questions principales, on discuta sur les moyens propres à hâter la destruction finale du monde capitaliste. Des instructions minutieuses furent rédigées concernant la propagande à l'armée, les grèves, émeutes, etc.

En ce qui concerne la question coloniale, un fait très significatif se produisit au cours du Congrès. Un débat eut lieu entre les représentants des partis communistes hollandais et celui des Indes néerlandaises qui se termina par une sorte d'accord entre les deux partis concernant le travail commun. C'était la première fois que les représentants des partis communistes métropolitains et coloniaux qui devint un des dogmes de la politique coloniale du Komintern, repris par la suite par le Kominform.

**LE SIXIEME CONGRES**

Le VIème Congrès eut lieu du 17 juillet au 1er septembre 1928 à Moscou en présence de 522 délégués, représentant 65 groupements communistes de 57 pays.

En récapitulant les résultats des travaux du VIème Congrès, la "TRAVAIL" écrivait à la veille du VIIème Congrès, le 25 juillet 1935: "L'importance du VIème Congrès au point de vue de l'histoire mondiale, consiste dans le fait qu'il a accepté le programme de l'Internationale Communiste qui a été élaboré sous la direction du camarade Staline".

C'est en effet au cours de ce congrès que furent acceptés le programme définitif du Komintern et ses statuts, qui restèrent immuables jusqu'au moment de la "dissolution" du Komintern.

L'esprit dans lequel est conçu le programme ressort clairement du fait qu'il se termine par les paroles suivantes tirées du Manifeste de 1848:

"Les communistes ne s'abstiennent pas de dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout ordre social traditionnel."

"Que les classes dirigeantes treublent à l'idée d'une révolution communiste. Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner."

"Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !"

Encore une fois le monde civilisé était averti et encore une fois cet avertissement ne servait à rien.

Comme artisans principaux de la révolution mondiale, le programme considérait "les travailleurs des pays capitalistes et les masses des peuples coloniaux, bannis par le capital étranger."

Dans le chapitre intitulé "Les tâches essentielles de la stratégie et de la tactique communistes" sont exposées les principales consignes pour les partis communistes des pays capitalistes, et ce en termes suivants:

"Le Parti Communiste doit, pour accomplir sa tâche historique-conquérir la dictature prolétarienne - poursuivre et atteindre d'abord les fins stratégiques suivantes:

"Gagner à son influence la majorité de sa propre classe (souligné dans le texte, NDLR) y compris les ouvrières et la jeunesse ouvrière. Il est, à cet effet, nécessaire d'assurer l'influence décisive du Parti Communiste sur les vastes organisations de masses du prolétariat (Soviets, syndicats, comités d'entreprises, coopératives, organisations sportives, culturelles, etc.). Il importe surtout, pour gagner la majorité du prolétariat, de conquérir les syndicats (souligné dans le texte, NDLR), véritables organisations de masses de la classe ouvrière, liées à la lutte quotidienne. Le travail dans les syndicats réactionnaires, qu'il faut savoir gagner habilement, l'acquisition de la confiance des larges masses de syndiqués, le remplacement des dirigeants réformistes de ces syndicats, constituent l'une des tâches les plus importantes de la période préparatoire."

"La conquête de la dictature du prolétariat suppose également l'hégémonie du prolétariat sur de grandes couches des masses laborieuses (souligné dans le texte, NDLR). Le Parti Communiste doit, dans ce but, gagner à son influence les masses de la population pauvre des villes et des campagnes, les couches inférieures des intellectuels, les "petits gons" en un mot, c'est-à-dire la population petite bourgeoise en général. L'action tendant à assurer l'influence du Parti sur les paysans a une importance particulière. Le Parti Communiste doit assurer l'appui complet des éléments les plus proches du prolétariat dans les campagnes: ouvriers agricoles et paysans pauvres. La nécessité s'impose donc d'organiser comme tels les ouvriers agricoles, de les appuyer par tous les moyens dans leur lutte contre la bourgeoisie rurale et de poursuivre une action énergique parmi les petits paysans et les paysans parcellaires. La Politique du Parti Communiste doit s'efforcer de neutraliser les paysans moyens (dans les pays capitalistes développés). L'accomplissement de ces diverses tâches par le prolétariat, devenu le représentant des intérêts du peuple entier et le guide des grandes masses populaires dans cette lutte contre l'oppression du capital financier, est la condition préalable nécessaire d'une révolution communiste victorieuse."

En ce qui concerne les partis communistes dans les pays coloniaux, le programme s'exprime en termes suivants:

"La lutte révolutionnaire dans les colonies, les semi-colonies et les pays dépendants (souligné dans le texte, NDLR) constitue, du point de vue de la lutte mondiale du prolétariat, une des tâches les plus importantes et les plus stratégiques de l'Internationale Communiste. Cette lutte suppose la conquête, sous les drapeaux de la

"révolution, des plus grandes masses de la classe ouvrière et des paysans des colonies, conquête impossible sans une étroite collaboration entre le prolétariat des nations oppressives et les masses laborieuses dans nations opprimées."

"Tout en organisant la révolution contre l'impérialisme, sous le drapeau de la dictature du prolétariat, dans les puissances dites "civilisées", l'Internationale communiste soutient toute résistance à la violence impérialiste dans les colonies, dans les semi-colonies et dans les pays dépendants (exemple l'Amérique latine); elle combat par la propagande toutes les variétés de chauvinisme, tous les procédés impérialistes employés à l'égard des races et des peuples subjugués, grands et petits (attitude à l'égard des nègres, "de la main d'œuvre jaune", antisémitisme, etc.); elle soutient la lutte de ces races et de ces peuples contre la bourgeoisie des nations oppressives. L'Internationale communiste combat surtout avec énergie le chauvinisme des grandes puissances prêché tant par la bourgeoisie impérialiste que par son agence social-démocrate, la II<sup>e</sup> Internationale, elle oppose sans cesse à la pratique de la bourgeoisie impérialiste celle de l'Union soviétique qui a su établir des relations fraternelles entre des peuples égaux en droits."

"Les Partis communistes doivent, dans les pays de l'impérialisme (souligné dans le texte, NDLR), venir systématiquement en aide aux mouvements révolutionnaires émancipateurs des colonies et de façon générale aux mouvements des nationalités opprimées. Le devoir de prêter à ces mouvements le concours le plus actif incombe en premier lieu aux ouvriers du pays dont la nation opprimée dépend politiquement, économiquement ou financièrement. Les Partis communistes doivent reconnaître hautement le droit de séparation des colonies et préconiser cette séparation, c'est-à-dire l'indépendance des colonies envers l'Etat impérialiste. Ils doivent reconnaître le droit de défense armée des colonies contre l'impérialisme (droit à l'insurrection et à la guerre révolutionnaire) et préconiser et appuyer énergiquement cette lutte par tous les moyens."

Le rôle de l'URSS dans le mouvement révolutionnaire mondial fut défini de la façon suivante:

"Pays de la dictature du prolétariat et de l'édification du socialisme, pays des immenses conquêtes de la classe ouvrière, de l'union des ouvriers et des paysans et d'une nouvelle culture en marche sous le drapeau du marxisme, l'URSS devient nécessairement la base du mouvement universel des classes opprimées, le foyer de la révolution internationale, le facteur le plus grand de l'histoire du monde."

"Le prolétariat de tous les pays trouve pour la première fois dans l'URSS une véritable patrie, et les mouvements coloniaux un puissant centre d'attraction."

Ces thèses générales furent accompagnées par des instructions très minutieuses concernant l'organisation du travail des partis communistes dans divers pays, continents et parties du monde. Aucun détail ne fut oublié. Nous ne trouvons pas utile de reproduire d'autres textes. Ceux que nous citons suffisent amplement pour prouver qu'aujourd'hui encore les partis communistes du monde entier suivent les consignes qui leur ont été données il y a 20 ans. Ce fait seul suffit pour prouver, si preuve il fallait, que la dissolution du Komintern n'a jamais été autre chose qu'une comédie, et que le but poursuivi par les communistes n'a jamais été autre chose que la domination mondiale.

La "PRAVDA" l'a d'ailleurs clairement exprimé dans un article paru dans le N<sup>o</sup> du 9 septembre 1928, consacré au programme du Komintern:

"Notre but final est le communisme mondial; notre esprit combattif est dirigé vers la Révolution Mondiale et vers la conquête du pouvoir sur une échelle internationale - la dictature du prolétariat Mondial ...

"Ouvertement notre programme jette un défi de guerre jusqu'à la mort au monde de bourgeois entier. Les Communistes n'ont aucune raison pour cacher leurs buts. Nos buts finals et les moyens pour atteindre ces buts ainsi que notre stratégie et notre tactique sont clairement présentés au monde entier dans notre programme."

à suivre

# KOMINFORM

HISTOIRE  
DIRECTIVES - INFORMATIONS GÉNÉRALES - Etc...

BIBLIOGRAPHIE

## LES AVEUX D'UN EX-COMMUNISTE ITALIEN

La revue italienne "COMUNITA", dirigée par Adriano Olivetti, a récemment publié un article d'Ignazio Silone ("Une sortie de sûreté") qui fait partie d'un volume intitulé "THE GOD THAT FAILED" ("Le Dieu qui a failli") auquel ont collaboré, non seulement Silone, mais aussi André Gide, Stephen Spender, Louis Fisher, Richard Wright et Arthur Koestler. Ce livre, qui paraîtra prochainement en traduction italienne aux éditions de "COMUNITA", montre ce qu'a été - et ce que sera plus encore dans un proche avenir - la crise de millions de communistes de bonne foi qui reviendront à la liberté, de même qu'y sont revenus Silone, Koestler et tant d'autres. Nous résumons la partie la plus intéressante de l'importante étude de Silone. Ainsi que nos lecteurs pourront s'en apercevoir, cet ex-communiste à le sens de l'humour, ce qui donne à ses aveux une saveur particulière.

### L'Internationale communiste.

Tous les sacrifices étaient les bienvenus; c'était une contribution personnelle que nous devions faire au "prix du rachat commun". Qu'on sache bien que les liens qui nous unissaient au parti étaient toujours plus solides, non pas malgré les dangers et les sacrifices qu'ils comportaient, mais en raison même de ces dangers et de ces sacrifices. Ceci expliquait aussi l'attrait du communisme pour certaines catégories de jeunes. Aujourd'hui encore, ceux qui pensent arracher au communisme les jeunes en les invitant à jouer au billard dans les salles bien chauffées, partent d'une idée fautive.

Il ne faut donc pas s'étonner que les premières crises politiques qui ont frappé l'Internationale Communiste m'aient laissé plutôt indifférent. Leur origine se trouvait dans le fait que les principaux partis membres de la nouvelle Internationale - même après l'acceptation formelle des vingt et une conditions dictées par Lénine pour toutes les admissions - étaient loin d'être homogènes. Ils avaient en commun l'opposition à la guerre dite impérialiste, ainsi que la critique des conceptions réformistes de la Deuxième Internationale; mais pour le reste ils reflétaient, bien ou mal, l'inégalité du développement de chacun d'entre eux. Aussi les divergences étaient-elles considérables entre le bolchevisme qui s'était formé dans un milieu privé de toute liberté politique et les groupes de la gauche socialiste des pays occidentaux. C'est pour cela que l'histoire de l'Internationale Communiste fut une histoire de scissions, une histoire d'intrigues et d'abus de pouvoir de la part du groupe dirigeant soviétique contre toute manifestation indépendante des autres partis affiliés. Les uns après les autres, furent peu à peu contraints à rompre avec l'Internationale Communiste les courants les plus liés aux traditions parlementaires (Frossard), les groupes les plus respectueux de la légalité, ceux qui s'indignaient devant toute aventure "putschiste" (Paul Lévi), les éléments libertaires qui se faisaient des illusions sur la démocratie soviétique (Roland-Holst); les syndicalistes révolutionnaires opposés à la soumission bureaucratique des syndicats au parti communiste (Pierre Monatte, Andres Nin), les groupes les moins disposés à rompre toute collaboration avec les masses social-démocrates (Brandler, Bringolf, Tasca), et l'extrême-gauche qui ne pouvait supporter les évolutions opportunistes (Bordiga, Ruth Fischer, Boris Souvarine). Ces crises intérieures naissaient et se développaient dans une sphère éloignée de celle dans laquelle je me trouvais engagé; aussi n'y fus-je pas entraîné. De cela, je ne me vante nullement aujourd'hui, au contraire; mais je cherche à me rappeler pour mes réflexions de ces jours croissants de l'Internationale Communiste m'inspirait de la répulsion et du dégoût; mais il y avait aussi quelques motifs puissants qui m'amenaient à ajourner toute rupture;

appartenant à l'Internationale, l'existence en Italie de toute autre force antifasciste organisée, la rapide décadence politique et morale aussi dans certains cas, d'un grand nombre de ceux qui s'étaient déjà éloignés du communisme, enfin l'illusion que j'avais d'un assainissement de l'Internationale grâce à l'aide du prolétariat occidental dans l'éventualité d'une crise intérieure du régime soviétique.

### L'intolérance des chefs soviétiques.

De 1921 à 1927, j'eus plusieurs fois l'occasion de me rendre à Moscou pour participer, en qualité de membre de délégations communistes italiennes, à quelques congrès et à quelques réunions de l'Exécutif. Ce qui me frappa le plus chez les dirigeants soviétiques même chez certaines personnalités véritablement exceptionnelles telles que Lénine et Trotski - ce fut l'incapacité absolue où ils se trouvaient de discuter loyalement les opinions opposées aux leurs. Leur adversaire, par le simple fait qu'il osait contredire, était pour eux un opportuniste ou même parfois un traître et un vendu. Pour les dirigeants soviétiques, un adversaire de bonne foi est une chose inconcevable. Quelle aberration inconsciente, de la part de polémistes se disant matérialistes et rationalistes que d'affirmer en des termes aussi absolus la primauté de la moralité sur l'intelligence ! On a justement fait observer que, pour retrouver une prévention analogue il faut remonter aux anciens procès de l'Inquisition contre les hérétiques. En 1922, au moment où je quittais Moscou, Alexandra Kollontaï me dit en plaisantant: "Si par hasard tu lis dans les journaux que Lénine m'a fait arrêter parce que j'ai volé les couvertures d'argent du Kremlin, cela voudra dire tout simplement que je ne suis pas tout à fait d'accord avec lui sur quelque petit problème de la politique agricole ou industrielle". Alexandra Kollontaï avait acquis en Occident le sens de l'ironie, et elle ne s'en servait que lorsqu'elle causait avec les Occidentaux. Mais à cette époque déjà dans les années fébriles de la création du nouveau régime, lorsque la nouvelle orthodoxie ne s'était pas encore emparée de toute la vie culturelle, comme il nous était difficile, même à nous communistes occidentaux, de nous entendre avec un dirigeant soviétique sur les questions les plus simples et les plus claires ! Comme il était difficile, je ne dis pas de nous trouver d'accord, mais même de nous comprendre, de dialoguer sur le sens qu'avait le mot de liberté pour un homme de l'Occident, même pour un ouvrier. Je me rappelle qu'un jour je m'efforçai pendant plusieurs heures de l'expliquer à une des dirigeantes de la maison d'Éditions d'État afin qu'au moins elle rougisse de l'atmosphère d'intimidation et de prostration à laquelle étaient soumis les écrivains soviétiques. Elles ne réussissaient pas à comprendre ce que je voulais dire. J'essayai de préciser. "La liberté, lui dis-je, c'est la possibilité de douter, la possibilité de se tromper, la possibilité de chercher et de faire des expériences, la possibilité de dire non à toute autorité littéraire, artistique, philosophique, religieuse, sociale et même politique.- Mais cela, murmura toute horrifiée, cette éminente fonctionnaire de la vie culturelle soviétique, cela, c'est la contre-révolution." Puis elle ajouta, pour prendre sur moi une petite revanche: "Nous sommes heureux de ne pas avoir votre liberté, mais en échange nous avons les sanatoria." Et comme je lui faisais observer que l'expression "en échange" était dénuée de sens "la liberté n'étant pas une marchandise d'échange" et que, quant aux sanatoria, j'en avais déjà vu dans d'autres pays, elle me rit au nez. "Vous voulez vous moquer de moi", me dit-elle. Et je fus tellement frappé par sa candeur que je n'osai plus la contredire.

### Le totem de Lénine.

L'un de mes meilleurs amis, le chef du Komsomol, Lazar Chatski, me confiait un soir toute la tristesse qu'il éprouvait à être né trop tard et à n'avoir participé ni à la Révolution de 1905 ni à celle de 1917. "Des Révolutions, lui disais-je pour le consoler, il y en aura encore. On aura toujours besoin de révolutions même en Russie." Nous nous trouvions sur la Place Rouge, non loin du mausolée de Lénine. "Des révolutions de quelle sorte ? me demandait-il. Et combien de temps faudra-t-il encore attendre ?" Je lui montrai alors le mausolée qui, en ce temps, était encore en bois, et devant lequel nous voyions chaque jour défiler de lentes et interminables processions de pauvres paysans en haillons. "Je suppose, lui dis-je, que tu aimes Lénine. Tu dois donc admettre que ce culte superstitieux de sa momie est une offense à sa mémoire, que c'est une honte pour une ville révolutionnaire comme Moscou." Bref, je lui proposai de nous procurer quelques bidons d'essence et d'écouter pour notre compte une "petite révolution" en passant par le mausolée de Lénine. Certes, je ne pensais pas qu'il accepterait ma proposition; mais je croyais qu'au moins il en rirait. Mon pauvre ami, au contraire, devint extrêmement pâle et fut pris d'un fort tremblement. Il

ne pria ensuite de ne plus lui dire des notes, surtout de ne pas les dire à d'autres. Plus tard, recherché comme complice de Zinoviev, Chatski se tua en se jetant du cinquième étage de sa maison).

#### L'immense éclat de rire.

L'histoire de l'Internationale Communiste n'est pas facile à faire. Comment distinguer entre ce qui est vain et ce qui est essentiel dans les discussions interminables de ses congrès et de ses réunions ? Que faut-il abandonner dans les archives à la critique des rats, et que faut-il recommander aux êtres intelligents qui désirent comprendre ? Je ne saurais le dire. Ce que ma mémoire m'offre avec insistance pourrait ne sembler que bizarre à certains. Je n'ai aucune difficulté à admettre que la sensibilité ne coïncide pas toujours avec le discernement. Un jour, dans une commission spéciale de l'Exécutif, on discutait l'ultimatum posé par la Commission Centrale des Trade Unions anglaises à ses sections locales, ultimatum leur interdisant, sous peine d'exclusion, d'adhérer au Mouvement minoritaire dirigé par les communistes. Le représentant du parti communiste anglais exposa les graves inconvénients du dilemme qui était ainsi posé: accepter c'était prononcer la dissolution du mouvement minoritaire; refuser, c'était décider que les minoritaires sortiraient des Trade Unions. Le délégué soviétique Piatnitski fit alors une proposition qui lui paraissait aussi naturelle que l'oeuf de Colomb. "Les sections, dit-il, n'ont qu'à déclarer qu'elles se soumettent à la règle qu'on leur impose et à faire, en pratique, exactement le contraire." Le communiste anglais l'interrompit. "Mais ce serait un mensonge !", s'écria-t-il. Un éclat de rire retentissant salua cette naïve objection, un éclat de rire interminable dont les sombres bureaux de l'Internationale Communiste n'avaient jamais certainement entendu le pareil, un éclat de rire qui se propagea rapidement dans Moscou tout entier, car la réponse si comique et si incroyable de l'Anglais fut immédiatement téléphonée à Staline et aux bureaux les plus importants de l'Etat, provoquant partout où elle arrivait de nouvelles vagues d'hilarité. Je me disais alors que, pour juger un régime, il est très important de savoir de quoi ce régime rit.

#### Une séance de l'Exécutif.

En dehors des conflits intérieurs dérivant de son caractère hétérogène, l'Internationale Communiste souffrait du fait que toutes les difficultés éprouvées par l'Etat soviétique se répercutaient immédiatement dans son sein. Après la mort de Lénine, il apparut clairement que l'Etat soviétique n'échappait pas à ce qui semble être la fatalité de toutes les dictatures: le rétrécissement graduel et inéluctable de la sphère de ceux qui participent à la direction et au contrôle du pouvoir politique. Le parti communiste russe, qui avait supprimé tous les partis concurrents, et qui avait aboli toute possibilité de discussion sur la politique générale dans les assemblées soviétiques, tomba lui-même sous un régime d'exception; la volonté politique de ses inscrits fut rapidement remplacée par celle de l'appareil. A partir de ce moment, toute divergence d'opinion dans le groupe dirigeant devait fatalement aboutir à l'anéantissement physique des minorités. La révolution, qui avait anéanti ses ennemis, commença à dévorer ses enfants. Les dieux avaient soif, et ils ne connurent plus de trêve.

A mois de mai 1927, je pris part avec Togliatti, comme représentant du Parti Communiste Italien, à une session extraordinaire de l'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste. Togliatti partit de Paris, où il dirigeait alors le secrétariat politique du Parti; moi je vins d'Italie où je dirigeais l'organisation intérieure. Nous nous rencontrâmes à Berlin et, de là, nous fîmes route ensemble vers Moscou. La réunion avait été organisée, en apparence, pour qu'on délibérât d'urgence sur les directives à donner aux partis communistes dans la lutte "contre l'imminente guerre impérialiste"; en réalité, il s'agissait de commencer la "liquidation" de Trotski et de Zinoviev qui, alors étaient encore membres de l'Exécutif International. Comme toujours pour éviter des surprises, les séances plénières étaient précédées - et préparées dans tous leurs détails - par le Senior convent (ou commission des anciens), formé des chefs des délégations les plus importantes. Togliatti insista pour que je l'accompagne dans ces séances restreintes auxquelles, régulièrement, il avait seul le droit de participer pour la délégation italienne mais, prévoyant les complications qui allaient surgir, il préférait avoir l'appui du représentant de l'organisation clandestine.

Lors de la première séance à laquelle nous primes part, j'eus l'impression que nous étions arrivés trop tard. Nous nous trouvions dans un petit bureau du siège de l'Internationale Communiste; la séance était présidée par l'Allemand Ernst Thälmann qui donna immédiatement lecture d'un projet de résolution contre Trotski, projet qui devait être présenté en séance plénière. Ce projet condamnait en termes extrêmement violents un esprit de Trotski, et était une critique du parti communiste russe. C'est véritablement exceptionnel, à cette séance du Senior convent

Le document Trotski.

Lorsque Thälmann eut achevé sa lecture, il nous demanda si nous approuvions le projet de résolution. Le Finlandais Ottomar Kuusinen trouva qu'il n'était pas assez violent. "Il faut dire ouvertement, suggéra-t-il que le texte adressé par Trotski au Bureau Politique du Parti Communiste russe a un caractère nettement contre révolutionnaire, et qu'il constitue la preuve évidente que celui qui l'a écrit n'a plus rien de commun avec la classe ouvrière." Comme aucun des assistants ne demandait la parole je m'excusai, après avoir consulté Togliatti, d'être arrivé en retard et de ne pas avoir eu, par conséquent, la possibilité de prendre connaissance du texte qu'il s'agissait de juger. "En vérité, déclara candidement Thälmann, nous non plus, nous ne connaissons pas ce texte." Je crus que j'avais mal entendu, et je répétai en d'autres termes mon objection. "Il peut fort bien se faire, dis-je, que le texte de Trotski dont il est question, soit condamnable; mais il est évident que je ne puis le condamner avant de l'avoir lu - Nous non plus, répéta Thälmann, nous n'avons pas lu ce texte, pas plus que la majorité des délégués qui sont ici présents à l'exception des délégués russes." Thälmann parlait en allemand, et ses paroles étaient traduites en russe à Staline, et en français à deux ou trois d'entre nous. La réponse, quand on me l'eut traduite, me parut si incroyable que je finis par accuser le traducteur.

Staline intervient.

"Il est impossible, dis-je au traducteur, que Thälmann se soit exprimé ainsi. Je te prie de me répéter mot pour mot sa réponse: A ce moment Staline intervient. Il se tenait debout, sur un des côtés de la salle et, dans l'assistance, il paraissait être le seul qui eût gardé son calme et sa sérénité. "Le Bureau Politique du Parti, dit Staline, a estimé qu'il ne convenait pas de traduire et de distribuer le message de Trotski aux délégués de l'Exécutif International parce que ce message contient plusieurs allusions à la politique de l'Etat soviétique en Chine." Le texte mystérieux fut plus tard publié à l'étranger par les soins de Trotski lui-même en une brochure intitulée "PROBLEME DE LA REVOLUTION CHINOISE"; et comme chacun peut encore aujourd'hui le constater, il ne contient aucun secret d'Etat; mais il constitue un âpre réquisitoire contre la politique pratiquée à l'égard de la Chine par Staline et par l'Internationale Communiste. Dans un discours prononcé le 5 avril 1927 devant le Soviet de Moscou, Staline avait exalté en effet, Tchiang Kai Chek et confirmé sa confiance dans le Kouomintang et cela une semaine à peine avant la fameuse volte-face anticommuniste du chef nationaliste chinois et de son parti. Les communistes furent alors brusquement chassés du Kouomintang, et plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers furent exécutés d'abord à Changhaï et, un mois plus tard, à Wouhan. On comprend donc que Staline ne tenait pas à voir s'ouvrir un débat sur son erreur de calcul, et qu'il s'efforçait de s'abriter derrière la raison d'Etat. Ernst Thälmann me demanda si l'explication de Staline me semblait suffisante. "Je ne conteste nullement, dis-je, le droit du Bureau Politique du Parti Communiste russe à tenir secret un document, quel qu'il soit. Mais je ne comprends pas qu'on puisse inviter les autres à condamner un document inconnu."

L'indignation contre moi et contre Togliatti, qui semblait approuver mes paroles, ne connut plus alors de frein, surtout chez les Finlandais Kuusinen et chez quelques Bulgares et Hongrois. "C'est une chose inouïe hurlait Kuusinen, le visage cramoisi, qu'ici même, dans la citadelle de la révolution mondiale, on doive encore accueillir de pareils petits-bourgeois." Il prononçait les mots "petits-bourgeois" avec une expression extrêmement comique de mépris et de répugnance. Seul, Staline était resté calme et imperturbable. "Si un seul délégué, dit-il, est opposé au projet de résolution, ce projet ne doit pas être présenté." Il ajouta: "Peut-être les camarades italiens ne sont-ils pas bien au courant de notre situation intérieure. Je propose de renvoyer la séance à demain et de charger quelqu'un des camarades présents de passer la soirée avec les camarades italiens et de leur expliquer notre situation intérieure." Le Bulgare Vasil Kolarov fut chargé de cette tâche ingrate. Il nous invita à venir prendre le soir une tasse de thé dans sa chambre à l'Hôtel Lux et, sans aucun préambule, il aborda le sujet épineux. "Parlons clairement, nous dit-il en souriant. Vous croyez peut-être que j'ai lu l'adresse de Trotski? Non je ne l'ai pas lue. Dois-je vous dire toute la vérité? Ce texte ne m'intéresse nullement. Dois-je vous dire encore plus? Même si Trotski m'en envoyait secrètement un exemplaire, je me refuserai à la lire. Chers amis italiens, il ne s'agit pas ici d'écrits. Je sais bien que l'Italie est le pays des académies, mais ici nous sommes en pleine lutte pour le pouvoir entre deux groupes  
 une académie. Ici nous sommes en pleine lutte pour le pouvoir entre deux groupes

Approved For Release 2005/04/28 : CIA-RDP83-00415R004700050002-2

Et, était disposé à supporter toute espèce, mais il n'arrivait pas à comprendre pourquoi l'ouvrier soviétique était entièrement à la merci de la direction de l'usine, et ne disposait effectivement d'aucun organe de défense; pourquoi à cet égard, il se trouvait dans une situation bien pire que dans les pays capitalistes. La faillite était donc plus vaste que je ne le soupçonnais.

#### Le blâme infligé sans approbation.

Pendant mon voyage de retour vers Berlin, je lus dans les journaux que l'Exécutif de l'International Communiste avait infligé un blâme sévère à Trotski pour un de ses écrits sur les événements de Chine. Je me rendis au siège du parti communiste allemand, et je demandai des explications à Thälmann. "Cela est faux, lui dis-je vivement. Tu sais que le blâme n'a pas été voté." Mais il explique que, dans les cas d'urgence, le statut de l'International autorisait la présidence à adopter n'importe quelle décision au nom de l'Exécutif. On avait donc attendu notre départ de Moscou pour voter, en notre nom, un texte que nous n'avions pas approuvé. Pendant le séjour forcé de quelques jours que je fis à Berlin en attendant qu'on arrangea mes faux papiers, je lus dans les journaux que les partis communistes américain, hongrois et tchécoslovaque blâmaient énergiquement la lettre de Trotski au Bureau Politique du parti communiste russe. "On a donc communiqué enfin ce fameux texte ? demandai-je à Thälmann.- Non, me répondit-il. Mais tu devrais apprendre des communistes américains, hongrois et tchécoslovaques ce que signifie la discipline communiste." Ces choses étaient dites dans le plus léger accent d'ironie, avec un sérieux lugubre convenant parfaitement à la réalité de cauchemar à laquelle elles se rapportaient. (1)

1) Il est à peine besoin d'ajouter qu'en réponse à l'article de Silone le quotidien communiste "UNITA" a publié une "mise au point" de Togliatti, couvrant d'injures le renégat.

"DU MONDE ENTIER.."

#### UN BUDGET DE FAMILLE EN ROUMANIE.

Un de nos amis nous communique les détails d'un budget mensuel d'une famille moyenne de Roumanie. Ces renseignements sont contenus dans une lettre que notre ami a reçu de Bucarest.

Il s'agit d'une famille de deux personnes mari et femme. Les deux sont employés: le mari gagne 6.500 lei par mois et la femme 6.000. Donc: 12.500 lei, ce qui fait un revenu mensuel assez élevé pour la Roumanie d'aujourd'hui (exception faite bien entendu, des hauts fonctionnaires du Parti qui sont grassement rétribués).

Voici en détail, les dépenses mensuelles de la famille en question:

Loyer .....	1.000 lei
Taxes, impôts .....	1.000 "
Electricité .....	600 "
Eau, ordures .....	450 "
Téléphone .....	500 "
Radio .....	250 "
Butagas .....	1.000 "
Allumettes, journaux, cigarettes	1.250 "
Pétrole, essence .....	500 "
Moyens de locomotions, divers	1.500 "
Savon .....	500 "
Bois .....	500 "
Mascout .....	4.500 "
Marché .....	6.000 "
Matières grasses (autres que huile)	1.200 "
Huile .....	1.000 "
Sucre .....	1.000 "
Femme de ménage .....	1.000 "
<b>Total:</b>	<b>23.750 "</b>

Ce budget a été établi pour les mois d'hiver: Pour l'été on doit en déduire les frais de chauffage (5.000 lei). Aucune dépense d'habillement, de boisson, de gâteaux, de distractions, etc... n'a été prévue. Le budget accuse néanmoins un déficit de 11.250 lei par mois, qu'on couvre en général par la vente d'objets personnels. Telle est la situation matérielle des personnes qui sont admises dans "le camp de travail". On peut facilement imaginer le sort de ceux qui n'ont pas le droit de travailler et qui représentent approximativement le tiers de la population.

# DERRIERE LE "RIDEAU DE FER"

- U.R.S.S. et PAYS "LIBÉRÉS" PAR ELLE -



## OU EN EST L'AVIATION SOVIETIQUE ?

Il y a quelques mois, le fils de Joseph Staline, Vassily Staline, général de l'armée de l'Air, déclarait que les avions soviétiques volent mieux, plus haut et plus vite que les appareils étrangers.

Il s'agit là, évidemment, d'un slogan publicitaire et il y a lieu de se demander quelle est la force réelle de l'aviation soviétique.

Certes, sur ce sujet on est obligé de procéder par recoupements, car les Soviétiques gardent jalousement le secret de leurs forces aériennes existantes et de leurs projets d'avenir. Toutefois, les déclarations de diverses personnalités officielles et surtout les renseignements que les aviateurs yougoslaves, hier encore élèves des écoles de guerre soviétiques, ont pu recueillir en Russie permettent de se faire une idée assez exacte de ce qu'est l'aviation soviétique.

Numériquement, les forces aériennes soviétiques sont les plus importantes du monde. Elles comprennent environ 15.000 avions de première ligne répartis en deux grandes catégories correspondant à un schéma qui ne diffère pas sensiblement de l'organisation des autres armées de l'Air.

Une première partie comprend l'aviation tactique qui se subdivise elle-même :

1°) en appareils de bombardement en rase-mottes et de mitraillages au sol, destinés à travailler en étroite coopération avec les forces terrestres.

2°) en chasseurs, dont la tâche est d'intercepter les forces aériennes ennemies.

La différence essentielle entre la structure de l'aviation soviétique et celle des pays de l'Occident réside dans ce fait que l'aviation stratégique tient en URSS une place assez restreinte par rapport au groupe tactique.

Les Soviétiques ont porté leurs efforts beaucoup plus sur la construction d'appareils d'assaut que sur celle des bombardiers lourds à grand rayon d'action.

Il en était ainsi, jusqu'à une époque récente du moins, pour deux raisons. Staline lui-même accordait peu d'importance au bombardement stratégique - les résultats obtenus par les Alliés en Allemagne ont modifié son opinion sur cette question. D'autre part, pendant la guerre, les nécessités militaires de l'URSS étaient beaucoup plus orientées dans le sens de l'appui aux forces terrestres que dans le harcèlement des industries ennemies.

Actuellement donc l'URSS est en possession d'une aviation stratégique assez faible comparée à celles des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne, mais son aviation tactique constitue un soutien extrêmement solide pour ses forces de terre.

Il est curieux de constater que le système de sécurité installé en Europe par les Américains est exactement opposé aux conceptions soviétiques. En effet, les Américains disposent en Europe d'une certaine quantité de quadrimoteurs lourds à grand rayon d'action, tandis que l'aviation de chasse reste assez faible. La possession des bombes atomiques est certainement à l'origine de cette organisation.

Une autre singularité de la force aérienne soviétique est le nombre considérable des appareils de transport. Les Soviétiques possèdent, en effet, de nombreuses formations aéroportées - fortes de 100 mille hommes entraînés - et ils ont joint à leurs 15 mille appareils de combat quelques milliers d'avions de transport.

Si l'on manque de renseignements complets pour juger des caractéristiques et des performances de l'aviation militaire soviétique, on est plus avancé quant à l'aviation de transport depuis le récent voyage de Northolt d'un avion Ilouchine Il-12 de la Ceskoalovenska Aeroline.

Approved for Release by NSA on 05-08-2013 pursuant to E.O. 13526  
 CIA-RDP83-00415R004700050002-2

Les dirigeants soviétiques ont choisi ce qu'ils avaient de mieux pour laisser franchir le Rideau de Fer à un appareil qu'ils savaient bien devoir être examiné, photographié et mesuré avec tous le soin que les techniciens de l'Intelligence Service savent apporter à ce genre de travail.

Si Serge Illichine, le constructeur du "IL-12", est surtout connu par sa réalisation du "Stomovik", le plus réputé des avions d'assaut de l'Armée Rouge, on ne doit pas oublier qu'il est également l'auteur des principaux avions de transport soviétiques.

Vers 1936, à l'entrée en service du "Douglas DC-3", l'URSS comme la France d'ailleurs, acheta un exemplaire de l'appareil qui révolutionnait alors le transport aérien. Le service technique français se borna à établir un rapport qu'on lui joua le mauvais tour de publier, et d'où il résultait que le "DC-2" était un appareil dangereux qui ne répondait pas à ses normes. Les services soviétiques qui ne disposaient pas de techniciens assez qualifiés pour se permettre de telles critiques, se bornèrent à le faire copier. Ils montraient volontiers à leurs visiteurs de 1936-37 trois variantes qui ne différaient que par des détails de l'avion américain. Celle d'Illichine fut retenue pour la construction de série.

Cependant, à la veille de la guerre, au moment où l'avion soviétique commençait à sortir, Douglas présentait son "DC-3" qui démodait entièrement le "DC-2". Les dirigeants de l'aviation soviétique jugèrent préférable de ne pas recommencer l'opération de 1935-39, qui avait l'inconvénient de leur faire construire chaque fois un nouveau matériel en retard de quelques années. Ils achetèrent le nouveau type et le construisirent sous licence.

Mais ils avaient bien l'intention de faire mieux. Dès 1943, Illichine entreprit la construction du "IL-12", qui entra en service en 1948 dans l'AEROFLOT, la compagnie nationale de transports aériens soviétiques, et fut livré aux compagnies nationales des pays satellites. Il est actuellement le bi-moteur moderne de transport de l'URSS, le quadrimoteur de moyen tonnage étant une autre réalisation d'Illichine, le "IL-18", de formule intermédiaire entre les "Douglas" DC-4 et DC-6, et le quadrimoteur de gros tonnage étant un démarquage étroit, par Toupolev, d'une superforteresse américaine contrainte d'atterrir en Sibérie.

L'Illichine "IL-12" est un bi-moteur d'apparence classique, à aile basse, raccordée au fuselage par des carénages développées, à train tricycle équipé de roues doubles sur les atterrisseurs principaux. Son envergure est de 31m 7, sa longueur de 21m 3, le poids à vide aménagé de 11.110 Kg, le poids en charge de 17.250 kg.

Les moteurs sont de 14 cylindres ASH-62 FN de 41 l.2 de cylindrée étudiés par A. Schwetzw. Ils sont manifestement dérivés du Wright Cyclone 14-R-2600 de même formule et 42 l.7, par conservation de l'alésage à 155 mm. et réduction de la course de 160 à 155 mm.; la licence des Wright Cyclone de modèle plus ancien avait été acquise avant la guerre par l'URSS. La puissance au décollage est de 1.830 C.V.

L'appareil est aménagé en trois versions pour 16, 17 ou 32 passagers; suivant la valeur de la charge payante, le rayon d'action varie de 1.250 à 3.000 km. La vitesse maxima à 2.500 m. atteint 407 km. h.; la vitesse de croisière est de 350 kilomètres-heure.

Ces caractéristiques et performances suffisent largement à juger le rendement de l'appareil soviétique, comparé à celui des avions de transports similaires les plus récents.

Comme beaucoup de constructeurs, Illichine s'est posé, en 1943, le problème de donner un successeur moderne au "Douglas DC-3" dont le premier exemplaire était en service commercial depuis sept ans. La plupart, dont on retiendra seulement ceux qui ont réussi, avec la SNCASO française et son "SO-30 P", les constructeurs américains Convair et Martin avec le Convair "Liner" et le Martin 202, le constructeur britannique Airspeed avec l'"Ambassador", s'orientèrent vers des appareils équipés de moteurs beaucoup plus puissants, de 2.400 à 2.700 CV, dans les dernières réalisations, à cabine pressurisée emmenant jusqu'à 50 passagers à une vitesse de 440 à 500 km.h. Il est difficile de faire la comparaison de l'"IL-12" avec des appareils de formule aussi différente; la plupart des lignes que desservira le bimoteur soviétique n'ont certainement pas une densité de trafic qui justifie un avion de cette importance.

L'Armée de l'Air soviétique qui compte 600 mille combattants n'a pas été exemptée de ces purges endémiques qui, du jour au lendemain, décapitent les états-majors et les forces aériennes. Des généraux et un maréchal se sont succédés à la tête des forces aériennes.

Approved For Release 2009/04/22 : CIA-RDP83-00415R0004700050002-2  
 Jakov Alksins (1937) et Alexandre Loktionov (1938); Pavel Ritchagov (1940); Jakov Smouchkevitch (1941) et Alexandre Novikov (1946).

Le dernier en date est le maréchal Constantin Verchinine, qui a succédé au maréchal Novikov en 1946. D'après les déclarations qu'il a faites, le maréchal Verchinine semble avoir reçu des instructions très précises pour rénover l'aviation soviétique.

Les premières réalisations de ce programme ont vu le jour, il n'y a pas très longtemps, sous la forme d'un appareil de chasse à réaction Düsen, fabriqué sur le modèle allemand et volant entre 900 et 1.000 km à l'heure, et d'un bombardier lourd "TU-70", copié sur la superforteresse américaine "B-29".

L'armée de l'air soviétique n'a pas encore mis au point un autre modèle de bombardier lourd à grand rayon d'action. C'est pourquoi, si elle se livrait à une attaque atomique dans un proche avenir - éventualité que les stratèges américains considèrent, d'ailleurs, comme hautement improbable - l'URSS se servirait du "TU-70".

Les performances de celui-ci n'ont jamais été publiquement révélées, mais on sait que son rayon d'action atteint, si même il ne le dépasse, celui du "B-29", c'est-à-dire environ 7.500 kilomètres, car la superforteresse soviétique est munie de réservoirs supplémentaires.

En ce qui concerne les chasseurs à réaction, les Soviétiques en ont construit, l'an dernier, un nombre égal à celui du total des avions militaires américains sortis la même année.

L'ensemble de la production d'avions militaires soviétiques est plus de trois fois supérieure à celle des Etats-Unis en quantité, mais en moyenne les appareils soviétiques sont de plus faible tonnage.

Le programme soviétique officiel de 1948 comprenait 4.000 chasseurs et 2.500 bombardiers et avions d'assaut pour un tonnage d'environ 35 mille tonnes. De tels chiffres n'ont été atteints aux Etats-Unis que pendant la guerre.

Rappelons que pour l'année fiscale en cours, le programme de construction de l'armée de l'air américaine porte seulement sur environ 800 chasseurs et sur un nombre semblable d'appareils d'entraînement et de transport. Celui de l'aviation navale porte sur la moitié du total précédent.

Les forces aériennes américaines doivent être équipées de 250 bombardiers "B-36" dont une centaine a déjà été construite.

Ce type de bombardier est considéré comme le meilleur actuellement en service dans le monde, tant pour son plafond que pour son rayon d'action.

Les Américains disposent, en outre, de 2.000 superforteresses "B-29" et des "B-50", plus rapides et ayant une plus grande autonomie de vol, sont en fabrication. Enfin, le "Boeing-47", bombardier à réaction muni de six groupes propulseurs et d'une vitesse de 1.000 kilomètres à l'heure, va bientôt sortir des usines. Tous ces appareils sont capables d'exécuter un bombardement atomique.

L'aviation soviétique est alimentée par une industrie puissante dont les centres sont largement répartis sur tout le territoire de l'URSS.

En 1940, l'industrie aéronautique des Soviets comptait plus de 350 usines qui employaient un demi million d'ouvriers et produisaient près de 6.000 avions de combat de tout genre, ainsi qu'un certain nombre d'appareils d'entraînement et de transport. Pendant la guerre le nombre des usines aéronautiques, qui furent presque toutes évacuées, n'a augmenté que dans de faibles proportions, mais la main d'oeuvre y employée, dont 30% de femmes, s'est par contre considérablement accrue. En 1946-47, la production aéronautique de l'URSS a subi un fléchissement, partie à cause du transfert des usines dans les contrées d'où elles avaient été évacuées (retour de l'usine d'hydravions n° 31 à Taganrog et de l'usine d'avions n° 29 à Zaporozjié) et partie faute d'outillage qu'il fallait remplacer (dans l'usine n° 22 à Filly près de Moscou les quatre cinquièmes des anciennes machines avaient été détruites). Mais depuis le début de 1947, la production aéronautique des Soviets s'est constamment accrue atteignant 9 mille avions en 1948.

Dès l'automne de 1948, les usines réinstallées employaient un nombre d'ouvriers sensiblement plus élevé qu'avant la guerre. C'est ainsi que l'usine n° 22 à Filly dont le personnel ne dépassait pas 25 mille hommes en 1940, comptait, l'année dernière, 32 mille ouvriers; l'usine n° 18 à Voronèj, qui produit des appareils de bombardement en rassemblement, employait, à la même époque 20 mille ouvriers; l'usine n° 1 à Moscou, qui fabrique une imitation de l'avion de transport américain C.47, employait 25 mille hommes et l'usine d'hydravions n° 31 à Taganrog, 16 mille.

L'URSS ne possède qu'une douzaine d'immenses fabriques d'aviation de ce genre. Toutefois, la plupart d'entre elles, réinstallées dans leurs anciennes localités, ont laissé des filiales aux emplacements qui furent leurs sièges pendant la guerre et certaines de ces annexes sont devenues plus importantes que les maisons-mères, telle, par exemple, l'usine n° 123 évacuée à Kazan à Sverdlovsk et Tchéliabinsk.

pendant ou après la guerre (à Khabarovsk, Komsomolsk, Iakoutsk, Tomsk, Irkoutsk, Blagovestchensk) sont moins importantes n'employant que rarement plus de 5.000 ouvriers. Au cours de la période d'après guerre l'industrie de l'aviation de combat des Soviets a dispersé ses usines et elle s'est attachée, en tout premier lieu, à la création d'un matériel d'exploitation susceptible d'être rapidement adapté à la production en grande série.

A l'heure actuelle l'URSS compte plus de 400 usines d'aviation qui emploient près de 7.000 ouvriers spécialisés.

C'est le Z.A.G.I. (Institut Aéro-Hydrodynamique Central) dont le siège se trouve à Moscou - il possède quinze filiales dans le seul secteur de Tchéliabinsk - qui dresse les plans des modèles nouveaux les plus importants (les chasseurs à réaction relèvent de son annexe à Frounzé). La construction effective des modèles du Z.A.G.I. est réalisée par l'usine des prototypes n° 39 à Moscou et par six filiales.

Signalons l'existence de la très importante Académie Aéro-Militaire d'Ingénieurs "Joukovsky" (Voennaia Vozduchnaia Inzhenernaia Akademiia Imeni Joukovskago). Elle est située chaussée de Léningrad à Moscou. C'est vraisemblablement la seule académie de ce genre existant dans le monde. D'immenses laboratoires et les plus grands savants soviétiques préparent les cadres d'ingénieurs pour toutes les spécialités de l'aviation militaire.

De cette académie sont sortis les constructeurs soviétiques connus: Iakovlev, Illiouchine, Mikoian, etc ...

Les élèves sont des officiers qui ont reçu auparavant une préparation physico-chimique. Y être admis est une faveur très appréciée en URSS, et les fils des plus hauts fonctionnaires et des chefs militaires soviétiques s'y présentent. Cette académie occupe tout un quartier de Moscou.

D'autre part, l'Académie Aéro-Militaire (Voenna-Vozduchnaia Akademiia) située à Monino, près de Moscou, prépare les cadres de l'Aéronautique.

o o

La base de l'industrie aéronautique, c'est l'industrie d'aluminium.

L'URSS dispose d'importants gisements de bauxite, kaoline et kréoline. La production d'aluminium demande beaucoup d'électro-énergie. C'est pourquoi on construit de grandes stations électriques près des gisements importants.

Le plus grand "combinat" de production d'aluminium est à Krasnotourinska, dans l'Oural. Il a commencé à fonctionner en 1944 et il occupe maintenant plus de 30.000 ouvriers. En pleine production, il doit employer 60.000 personnes.

L'outillage vient partiellement d'Allemagne.

L'usine de Tourinsk emploie de 20 à 25.000 ouvriers.

Dans l'Oural, on construit encore une usine à Ouassa.

L'industrie d'aluminium en Sibérie occidentale a son principal centre dans le Kouzbass.

A l'Ouest de Stalinsk il y a une usine de 15 à 20.000 ouvriers.

A Omsk, une usine emploie de 5 à 6.000 personnes.

Une importante usine (20.000 ouvriers) est située sur la ligne de chemin de fer Stalingrad-Irguis.

Enfin plusieurs usines de métaux légers ont été construites dans la presque-île de Kola, au Kazakstan et en Sibérie Occidentale (Zakamenskaia).

La plus grande usine de moteurs d'aviation se trouve à Tchérnigovka, près de Oufa. Elle emploie environ 20.000 ouvriers.

Une autre plus petite, portant le nom de "Frounzé" fonctionne près de Kouibicheff.

"Krasnyi Oktiabr", à Stalingrad, consacre une partie de ses usines (de 8 à 10.000 ouvriers) à la production de moteurs d'avions.

A Molotovo (Perm), fonctionne une usine de 8 à 10.000 ouvriers.

A Voronej, on termine une usine qui doit employer 8.000 ouvriers.

Près de Moscou, à Touchino et Stalinskaja, fonctionnent deux autres usines (celle de Touchino emploie 2.000 ouvriers).

Une usine de glaces incassables fonctionne à Dscrjinsk.

L'usine de tubes "Novotrubnyi" est à Pervouralsk.

Les usines de matériel optique sont à Léningrad et Krasnogorsk, près de Moscou.

Les industries aéronautiques de Tchécoslovaquie et de Pologne produisent des avions légers.

Les usines allemandes de Siemens, Telefunken et Askania fournissent la base de la production de matériel radio dont le centre russe est à Koutchino, près de

La fabrique de Telefunken d'Erfurt est transportée à Voronej, dans l'usine

Un de nos correspondants estime que la production annuelle des Soviétiques doit en 1951 se situer entre 45 et 50.000 avions, et que 120 à 200.000 tonnes d'aluminium sont ainsi employés par l'industrie aéronautique de l'URSS (1).

*Derrière le "Rideau de Fer"*

## LA FORMATION DES OFFICIERS SOVIETIQUES

Après avoir désorganisé l'armée impériale et plongé la Russie dans le chaos, les bolcheviks s'empressèrent, dès qu'ils furent arrivés au pouvoir, de forger l'instrument militaire appelé à porter le coup de grâce au "monde capitaliste" ver-noulu". Avant de former un tout organique, l'armée soviétique a dû passer par les mêmes épreuves que le reste du pays. Il fallut tout établir sur des bases nouvelles, puisque Lénine et ses acolytes étaient décidés à détruire toutes les traces de l'ancien régime et qu'au début ils n'étaient pas disposés à accepter quoi que ce fût qui ressembla, même de loin, à l'armée impériale.

L'instauration d'un système militaire stable a fini par consolider l'Armée Rouge, et une période de réformes à longue portée a été inaugurée par Frounzé, lequel, sorti des rangs révolutionnaires, est devenu le commissaire à la Défense de Trotski, en 1924. Pendant les trois années suivantes, Frounzé a amélioré les cours d'instruction pour officiers. Pendant la guerre civile, ces cours de du- raient que peu de temps; ils furent remplacés par des écoles militaires dont les cours duraient de deux à quatre ans. Les académies de tactique militaires existen- tes furent réorganisées et développées, et on en créa de nouvelles pour les dif- férentes armes. On envoya dans ces écoles des milliers d'officiers de la guerre civile, qui avaient besoin d'une formation et de cours de perfectionnement. Les conditions matérielles de l'armée se sont peu à peu améliorées, tandis qu'en don- nant une nouvelle importance à la discipline on compensait le relâchement consé- cutif à la guerre et on renforçait l'autorité des officiers. Les ordres ne de- vaient plus être contresignés par les commissaires politiques, bien que l'on main- tint pendant des années ces commissaires en campagne comme faisant autorité en matière d'éducation politique.

Du haut on bas de l'armée, mais en particulier dans les cadres d'officiers, la classe et l'origine jouaient maintenant un rôle décisif. La majorité des an- ciens officiers furent congédiés, bien que plus de 4.000 eussent été conservés, beaucoup d'entre eux occupant des situations élevées dans l'état-major et le com- mandement. Pour parvenir à l'homogénéité dans la structure de l'armée, on avait abaissé le niveau culturel des candidats officiers. Plus tard on dut revenir sur cette mesure.

### Les réformes de Timoschenko.

En mai 1940, le maréchal Timoschenko, commissaire à la Défense, prit l'initia- tive de nouvelles réformes et de changements radicaux dans les méthodes d'entraî- nement. Les principales réformes tendaient à améliorer le niveau en matière de tactique et de commandement des petites unités (sections, compagnies et batail- lons) et à faire disparaître les méthodes de formation routinières, l'instruction sur les bancs des classes au lieu du travail en campagne et l'abus des travaux écrits. On abandonna les grandes manoeuvres d'ensemble; on les remplaça par des exercices tactiques sur le terrain en n'utilisant pas d'unités plus importantes qu'une division.

La deuxième guerre mondiale a précipité la modernisation du système d'instruc- tion. L'armée soviétique, dépourvue de traditions suffisamment profondes pour répondre aux efforts qu'elle était appelée à fournir, a fait appel aux traditions militaires de la Russie tsariste. Des grands capitaines comme le généralissime Alexandre SOUVOROV (Souvarov suivant la transcription répandue mais erronée de non) qui servit sous Catherine la Grande, sont devenus officiellement des héros légén- daires. On a créé des unités de la Garde. On a adopté des uniformes plus cham- daires, semblables à ceux de l'ancienne armée et avec les mêmes épaulettes qu'autre- fois. La solde fut ajustée pour accentuer la différence entre officiers et hommes de troupe, et on a instauré des privilèges supplémentaires.

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R004700050002-2 contient une étude

1) Rappelons que le n° des Dossiers de Juppé-son (004700050002-2) contient une étude très poussée sur les aérodromes soviétiques.

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R004700050002-2

Depuis le deuxième guerre mondiale, le PDSS soviétique a pris diverses mesures afin d'augmenter l'attrait que pouvait présenter une carrière dans l'armée.

### La caste des officiers.

En URSS, les officiers constituent actuellement une classe privilégiée au sens littéral du terme. Leurs privilèges ne sont pas, comme dans bien d'autres pays, un trompe l'oeil, une pauvreté dorée ou un simple prestige social. Tous les citoyens soviétiques sont des employés de l'Etat. Parmi eux l'officier est le mieux payé. Mais la solde n'est pas ce qui importe, car même un citoyen soviétique bien payé a une vie assez misérable. Il est difficile de trouver un logement, d'être convenablement vêtu, bref la vie est pleine de soucis. Ce qui compte pour l'officier de métier, c'est qu'il est dégagé de tous ces soucis. Il a tout ce qu'il lui faut dans ses casernes. Car l'officier, même s'il est général vit dans des casernes. Il y possède un appartement confortable; il est relativement bien habillé et bien nourri, il prend part à toutes sortes de sports, il a des facilités d'éducation et de divertissement. L'officier est peut être le seul citoyen soviétique qui n'ait pas de soucis. Tout ce que l'Etat attend de lui en échange, c'est qu'il travaille et étudie. Lorsqu'il a fait son service, il doit assister à des conférences, à des exercices et à des études en commun. S'il veut rester dans l'armée, il doit tous les cinq ans passer un examen de langues ou de connaissances militaires plus poussées. On attend aussi de lui qu'il augmente constamment ses connaissances générales - ceci, bien entendu, strictement dans le cadre de l'opinion politique qui prévaut.

La carrière de l'officier de métier est strictement réglementée. Les privilèges qui s'attachent à une carrière militaire permettent un choix large et minutieux entre les candidats. Seuls les meilleurs élèves des écoles secondaires peuvent être choisis pour entrer dans les écoles militaires et, en même temps, ils doivent être spécialement recommandés par le Parti. Après trois ou quatre ans d'entraînement dans ces écoles, où ils sont étroitement contrôlés et surveillés, ils entrent dans l'armée. On les envoie vers des garnisons éloignées sur le vaste territoire soviétique et ils sont entièrement absorbés par la vie militaire.

C'est un trait particulier de l'organisation soviétique qu'elle ne laisse à l'officier aucun instant de vie personnelle, même pas avec sa propre famille. Car sa famille vit aussi dans les casernes et fait partie de cette "famille" qu'est l'Armée soviétique. En tant que telle, sa famille participe à la vie commune du régiment et appartient à la plupart des clubs et des organisations de la troupe. Cette participation est officiellement un privilège; en réalité, c'est une obligation. Les femmes d'officiers, même lorsqu'elles ont leur propre profession, ont des fonctions particulières dans la vie de la communauté. Elles tiennent de vastes congrès dans lesquels on discute de ces fonctions. Elles jouent un rôle important dans les sports militaires; les femmes des officiers ont battu des records de tir, de skis et de courses à pieds.

L'absorption de la vie familiale de l'officier dans la vie militaire exclut finalement celui-ci du monde extérieur à sa caste. Il appartient entièrement à l'Etat. Il est patriote, mais son patriotisme est d'un genre spécial: il est au service de la révolution communiste mondiale.

Les écoles et académies militaires sont l'orgueil de l'Armée Rouge. En matière d'équipement et d'instruction, elles comptent parmi les meilleures de l'Europe.

### Les écoles de cadets.

En 1943, un décret a créé les Ecoles Souvorov en vue d'instruire les futurs élèves-officiers. A l'origine, il existait neuf écoles de ce genre mais vers la fin de la guerre, elles étaient au nombre de quinze. Les cadets, qui ont suivi avec succès des cours complets pendant sept ou neuf ans, ont le droit d'entrer dans les écoles militaires pour la formation d'officiers sans subir les examens d'entrée réguliers. Les Ecoles Souvorov acceptent des candidats entre 8 et 13 ans. Cependant, l'âge moyen de l'entrée est de 10 ans. Les candidats sont choisis parmi les orphelins des héros de l'Armée Rouge et parmi les fils des officiers supérieurs et des hauts fonctionnaires du Parti. On admet aussi un petit nombre de jeunes gens plus âgés, qui se distinguent par leurs qualités personnelles. Ces écoles ne sont pas ouvertes à la masse. Leur popularité est telle qu'il y a cent fois plus de candidats que l'on ne peut accepter. Ce sont des pensionnats: l'Etat fournit tout, y compris l'uniforme noir et la coiffure spéciale bordée de blanc. Les cadets sont soumis à une stricte discipline militaire. Le jour com-  
 Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R004700050002-2  
 mence et finit par des sonneries de clairon, et les formes extérieures du respect sont obligatoires.

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R004700050002-2  
 Les compagnies distinctes de cadets Souvorov sont d'authentiques généraux, et les colonels ou de commandants.

### Les écoles des différentes armes.

En 1941, il y avait 76 écoles pour les différentes armes, et maintenant y en a plus de 100. De ces écoles sortent annuellement près de 10.000 nouveaux sous-lieutenants, après qu'ils ont accompli avec succès un stage de deux ans.

Pour être admis dans ces écoles, l'élève doit avoir terminé sa dixième classe (école secondaire en URSS). Il doit passer un examen mental et physique. Il doit être célibataire et avoir entre 19 et 25 ans. Tout jeune homme qui aspire à la carrière militaire peut faire une demande, soit au commandant de l'école où il habite. Si c'est un sous-officier, il s'adresse à son chef de corps.

### Les académies militaires.

Après qu'un officier a servi pendant un an au moins avec la troupe et qu'il a été breveté depuis au moins quatre ans, et avant qu'il n'atteigne 35 ans, on peut le désigner pour fréquenter l'académie de son arme dont les cours durent de trois à cinq ans. Ceux qui en sortent sont en règle générale nommés chef de bataillon ou de régiment. Au commencement de la guerre il y avait 16 académies militaires, mais à l'heure actuelle il y en a deux de plus.

Rappelons la liste de ces académies : (1)

- Académie supérieure de guerre Vorochilov, à Moscou;
- Académie Militaire Frounzé, à Moscou;
- Académie Politico-Militaire Lénine, à Moscou;
- Académie Aéro-Militaire d'Ingénieurs Joukovsky, à Moscou;
- Académie Aéro-Militaire à Monino, près de Moscou;
- Académie Aéro-Militaire, à Léninegrad;
- Académie Militaire des Forces Blindées Staline, à Moscou;
- Académie Militaire d'Ingénieurs Kouibychev, à Moscou;
- Académie d'Artillerie Dzerjinsky, à Moscou;
- Académie Militaire de Défense chimique Vorochilov, à Moscou;
- Académie Militaire d'Infanterie Timoschenko, à Kiev;
- Académie Militaire des Transports Kaganovitch, à Léninegrad;
- Académie Militaire d'Electricité Boudenny, à Léninegrad;
- Académie Militaire du Service de Liaison Kalinine, à Kiev;
- Académie Juridique Militaire, à Moscou;
- Académie d'Intendance Militaire, à Kharkov;
- Académie Militaire de Médecine Kirov, à Léninegrad;
- Académie Vétérinaire Militaire, à Moscou.

Ces académies ne forment pas seulement des officiers, elles prennent aussi une part active aux recherches militaires et plusieurs d'entre-elles possèdent de nombreux laboratoires dotés d'un équipement moderne très coûteux. Elles publient aussi des journaux, par armes et par services, dans lesquels on trouve des renseignements sur les nouveautés techniques et tactiques. Leur fonction de direction et de contrôle des cours par correspondance, pour officiers en service actif, est particulièrement importante. Cet élément joue un rôle considérable dans le perfectionnement des officiers de toutes armes. Un grand nombre d'entre eux reçoivent une formation pour exercer, grâce à ses cours, des responsabilités de commandement plus élevées.

### L'école de commandement.

L'académie Frounzé est le plus ancien et le plus important établissement d'instruction militaire supérieure de l'URSS. Des officiers de premier ordre qui ont servi pendant quatre ou six ans dans les unités de première ligne, possédant une instruction secondaire et connaissant l'anglais, le français, l'allemand, le polonais, le japonais, ou le persan, peuvent être choisis pour entrer à l'académie Frounzé. Cependant, tous les candidats doivent subir un examen d'entrée. Les officiers passent parfois plusieurs années à préparer ces examens, qui ont à leur programme la tactique, les règlements de l'Armée soviétique, la topographie et la culture générale. On accorde une permission d'un à deux mois aux candidats pour la préparation finale de l'examen. On procède, en général, à des examens préliminaires, à l'état-major de la circonscription du candidat, par l'intermédiaire de représentants de l'académie, et on expédie les compositions écrites à Moscou pour conclusion. Les candidats subissent leur examen final à l'académie, où ils

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R004700050002-2

1) Voir pour détails sur chacune d'elles, les Dossiers de décembre 1949, p.18.

doivent comparaitre aussi devant leur passé politique.

Les cours de l'académie Frounzé durent de deux à trois ans. Les études se poursuivent dans diverses branches telles que la chimie, la physique, l'histoire militaire, la tactique, l'instruction militaire générale et les services de renseignements. La première année, on étudie surtout la tactique et les techniques des différentes armes. En Eté ces études sont complétées par des exercices en campagne. Signalons que les cours sur les services de renseignements durent trois ans, tandis que la plupart des autres ne durent que deux ans.

L'académie Frounzé est équipée de plus de 100 laboratoires et salles d'expérience. Les laboratoires comprennent un équipement pour l'étude de l'aviation, de la chimie, de la tactique d'artillerie, de la stratégie, de l'histoire militaire, de la mécanisation, de la motorisation, du camouflage, de l'électro-technique, des projecteurs et de l'hydrotechnique. Dans les salles d'expérience on étudie l'artillerie en campagne, l'artillerie anti-aérienne, les mitrailleuses et l'armement anti-aérien.

Depuis la deuxième guerre mondiale, tous les élèves ont pris part aux recherches avec l'aide de leurs professeurs. Les leçons de la deuxième guerre mondiale sont analysées et étudiées, et l'instruction se fonde, dans une large mesure, sur les leçons apprises au combat. L'académie a un musée spécial pour l'histoire de la deuxième guerre mondiale, qui est présentée par des graphiques. Une série de conférences bi-mensuelles a lieu pour étudier les opérations principales. Le passage de la stratégie défensive à l'offensive et la poursuite, l'encercllement et la destruction des forces ennemies, d'après la campagne de 1944, font l'objet de ces conférences.

Cette académie a pour objet de préparer des chefs qui commanderont des divisions ou qui serviront dans les états-majors de corps d'armée ou d'unités plus importantes. Après avoir été admis dans cette académie, l'officier reçoit un commandement en campagne. S'il fait preuve d'une compétence inaccoutumée en matière de science militaire, on peut le choisir pour rester à l'académie et accomplir des travaux de recherche ou faire partie du personnel enseignant.

#### L'académie de l'Etat-Major.

La plus haute école pour les officiers de l'Armée Rouge est l'académie de l'Etat-major, autrement dit l'Académie supérieure Vorochilov. Cette académie prépare les officiers pour les fonctions les plus élevées. Bien qu'il n'y ait pas de limite d'âge pour l'admission, on choisit en général de jeunes officiers d'une compétence exceptionnelle. Pour être admis, il faut avoir l'appui du Comité Central du Parti Communiste Pansoviétique. Le dévouement absolu à la cause du léninisme-stalinisme doit avoir été prouvé dans la pratique. Les cours durent de deux à trois ans. Chaque classe compte cent officiers. Cent autres officiers suivent des cours spéciaux en vue de compléter leur formation générale et militaire. Ainsi, chaque année, 300 élèves suivent les cours de cette académie. L'Académie Supérieure de Vorochilov peut être considérée comme l'équivalent de l'Ecole Supérieure de Guerre en France.

Le programme des études est fixé par le chef de l'Etat-Major Général de l'Armée soviétique, et il comprend l'emploi tactique et stratégique de grandes unités. (Le cours de la classe spéciale est semblable à celui de la classe ordinaire, mais il compte moins de problèmes théoriques et pas de problèmes de campagne).

Les méthodes d'instruction comprennent la solution individuelle ou par groupes de problèmes particuliers, les conférences, les discussions au tableau et les exercices en campagne. Ceux-ci comprennent le commandement et la reconnaissance du terrain, la décision tactique, et "en opérations" du commandant, les solutions théoriques de l'état-major et la participation au commandement ou aux fonctions d'état-major pendant les manoeuvres d'automne des unités en campagne.

Les candidats au cours régulier doivent être brevetés de l'académie Frounzé et avoir au moins deux ans d'expérience comme commandant ou chef d'état-major de grandes unités. Les candidats à la classe spéciale ne sont pas nécessairement des anciens élèves de l'académie Frounzé.

Outre les fonctions d'instruction, l'académie effectue des recherches étendues sur les questions militaires. Ces recherches servent de base à des articles publiés dans le "Journal de la pensée militaire", organe de l'académie.

Soulignons, pour conclure, que, depuis la guerre, le système de formation des officiers de l'Armée soviétique continue à maintenir et à élever le niveau professionnel et technique de celle-ci. Il est aisé de constater que ce système est organisé sur une base sans rivale dans tout autre pays, et rien ne permet de supposer que ces efforts, dirigés par le

*Derrière Le "Rideau de Fer"*LE SORT DE LA LETTONIE

Au cours de l'année 1949, les fermiers et les paysans continuaient à résister à leur incorporation dans les Kolkhozes. Pour briser cette résistance et craignant une révolte, le Kremlin a envoyé de Russie des troupes supplémentaires qui prêtent main forte aux déportations et protègent les déportateurs tchékistes (la police du M.V.D.). Etant donné que les occupants bolcheviques construisent des fortifications militaires sur une large zone maritime de la Lettonie, les habitants de cette zone ont été sauvagement pillés; puis après avoir été forcés de signer une déclaration aux termes de laquelle ils partaient "volontairement" vers l'Est, ils ont été déportés. De la ville de Ventspils, important port letton sur la Baltique, et de ses environs, les occupants bolcheviques ont déporté dans des wagons à bestiaux citadins, fermiers, paysans, travailleurs agricoles, avec familles et enfants. Les maris furent séparés de leurs femmes et les enfants de leurs parents. D'autres longs convois de déportés lettons, venant des différentes stations ferroviaires, suivaient. En raison de ces déportations en masse, certaines lignes de chemin de fer ont été fermées pour le trafic normal. En quelques jours, les occupants soviétiques ont déporté 20.000 personnes au moins. On prévoit pour bientôt de nouvelles déportations massives et chaque Letton s'attend à être déporté ou massacré d'un moment à l'autre.

Le pouvoir et le commandement dans le pays sont entre les mains de la police omnipotente (tchékiste) du M.V.D. Pour surveiller la population, un réseau de concierges et d'innombrables agents bolcheviques est organisé. Cette surveillance plus ou moins ouverte est complétée par d'imposants cadres d'espions secrets. Les pionniers et les organisations de la jeunesse communiste font partie de ces réseaux.

La population est attachée à la glèbe comme le furent les serfs aux temps anciens et personne ne peut quitter sa résidence sans une autorisation spéciale qu'il est très difficile d'obtenir.

Un témoin oculaire qui a eu la chance de s'échapper du paradis soviétique déclare: "Nous sommes tous terrorisés et pour chacun le tour peut venir et à n'importe quel moment. Maintes et maintes fois, nous avons été "filtrés" (c'est le mot employé en URSS pour l'épuration), des milliers et des milliers de malheureux ont été arrêtés, déportés, massacrés ... Certes, les tribunaux soviétiques travaillent aussi, mais bien que les condamnés se chiffrent par milliers, il a été rarement possible d'apprendre qui a été condamné et pour quel motif. Extrêmement rares sont ceux qui ont réussi à s'échapper de ces chambres de torture. Les tribunaux soviétiques, on ne le sait que trop, ne sont pas autre chose que des instruments de la dictature bolchevique pour l'extermination de ses adversaires."

Un autre témoin oculaire écrit:

"Un grand nombre d'entre nous portent du poison pour se suicider au cas où la force de résistance leur manquerait pour supporter les atrocités des bolcheviks dégénérés."

Le nombre des victimes augmente rapidement et l'extermination de la nation lettone progresse à vue d'œil englobant des masses de plus en plus grandes du peuple. Les vieillards, les femmes, les enfants ne sont pas épargnés. Les prisons et les autres lieux de détention sont pleins. De nouvelles masses de détenus remplissent les prisons avec une telle rapidité que l'on n'arrive pas à expédier à temps les anciens en Sibérie. Les traitements infligés aux prisonniers et déportés sont inhumains.

L'année dernière l'O.I.R. (Organisation Internationale des Réfugiés) a publié des instructions sur le rapatriement des personnes déplacées et des réfugiés. Dans ces instructions, entre autres subtilités, les recommandations suivantes sont données:

"... Les personnes déplacées, si elles ne l'ont déjà fait, sont vivement in-

vitées à écrire à leurs proches restés dans les camps pour les informer des conditions de vie dans leur pays natal." C'est là une mesure extrêmement irréflectie et regrettable, car ses auteurs devraient savoir qu'en URSS toute personne qui est en correspondance avec l'étranger est considérée comme un espion et un ennemi du peuple. C'est pourquoi les Lettons restés dans leur pays supplient leurs compatriotes se trouvant à l'étranger de ne pas leur écrire, afin de ne pas les exposer aux persécutions et à la mort certaine.

Le cas du couple Samarine et celui de Mme Kosenkina, ressortissants soviétiques, a prouvé suffisamment au monde que les bolcheviks sont intéressés au plus haut degré à ne pas laisser vivre à l'étranger les témoins oculaires des atrocités et des exterminations en masse perpétrées chaque jour dans les Pays Baltes et dans l'Union soviétique en général. Ainsi il est évident que les bolcheviks travaillent afin d'obtenir le rapatriement des personnes déplacées. Il est évident aussi que dans ce but les parents et les proches des personnes déplacées, restés en Lettonie, sont terrorisés et forcés par les tchékistes d'écrire à leurs parents et connaissances à l'étranger et de les engager en brossant un tableau mensonger de la vie en Lettonie à rentrer dans leur pays.

Dans l'intention d'exercer une pression efficace sur les personnes en cause, le Gouvernement soviétique a récemment publié un décret selon lequel les mariages sont annulés si l'un des époux réside à l'étranger et se refuse à rentrer dans son pays.

Parmi les personnes déplacées, il y a en effet, des hommes qui ont réussi à échapper aux Soviétiques, mais dont les femmes ont été obligées de rester dans leur pays. Le Krenlin a donc décidé d'annuler les mariages de ces personnes et de forcer leurs épouses à se remarier et à avoir des enfants avec des demi-sauvages de l'Extrême-Orient, que les Soviétiques ont installé dans les fermes des propriétaires légitimes. C'est là une autre méthode d'extermination de peuples entiers. Si de tels procédés ne suffisent pas à émouvoir la conscience du monde encore libre, comment aurait-on la réveiller ?

## Derrière le "Rideau de Fer"



### LE SORT DES JEUNES DANS LES PAYS SATELLITES

#### L'éducation des enfants en Roumanie.

Nous évoquons ici une question d'une extrême gravité et à laquelle on ne pense pas assez en Occident: depuis quatre ans déjà, dans les pays occupés de l'Est, les enfants sont formés à l'école marxiste-léniniste; quelques années encore et ces enfants seront des hommes; les

Soviétiques disposeront alors dans tous ces pays d'une nouvelle génération de communistes qui rendront la lutte contre la poussée bolchevique toujours plus difficile.

En Roumanie, comme dans les autres pays satellisés, l'éducation de l'enfant est devenue une éducation "de classe". Tel est le but visible ou secret de chaque leçon, de chaque manuel scolaire, de chaque fête scolaire; de même toute activité extra-scolaire doit faire naître, maintenir ou exciter dans l'âme de l'enfant la haine de classe, la haine des bourgeois, de tout homme qui possède quelque chose, la haine de l'Eglise et de ses serviteurs, la haine du passé "falsifié", disent-ils, la sainte haine révolutionnaire, selon l'expression de LENINE.

Il faut agir vite car le régime n'a pas le temps d'attendre que l'enfant arrive à l'âge de raison pour juger de la formation qui lui est donnée. Dès le jardin d'enfants, les petits apprennent à haïr, à employer des expressions telles que "bêtes féroces" pour désigner ceux qui jusqu'alors avaient dirigé le pays ou même ceux qui ne travaillent pas pour le régime. Ils chantent des chansons de haine,

Le culte de STALINE, en dépit du matérialisme dialectique, doit se traduire par des manifestations mystiques qui paraîtront incroyables: on se lèvera chaque fois qu'on prononcera son nom, on chantera en chœur des "cantates à STALINE", on n'emploiera jamais son nom sans l'épithète de "Génial" ou de "Grand", on l'acclamera en réponse aux slogans criés par l'agitateur.

Ainsi, les réunions des enfants sont semblables à des offices religieux; prétextes dont les paroles exaltent la foi, fidèles qui répondent, musique, rien n'y manque pendant que, tel une icône, le portrait de STALINE se trouve obligatoirement accroché aux murs des salles de classe.

A l'école, le système d'enseignement, les méthodes, les disciplines enseignées, l'organisation générale enfin, tout tend à devenir purement soviétique.

Dans un manuel de Roumain, par exemple, sur 94 textes, 36 sont d'auteurs soviétiques, 42 d'auteurs roumains modernes (dont l'étude est tout au profit de la propagande), et 16 seulement d'auteurs classiques roumains comme CREANGA, VLAHUTA, DELAVANCEA; nous signalons que les textes de ces derniers sont encore corrigés par des notes explicatives qui indiquent leur "vrai sens".

Les enfants doivent surtout apprendre à connaître et à aimer le "Paradis soviétique" où les jeunes "sont heureux" libres et aimés". Ils trouvent, dans les romans-épopées de la dernière guerre comme "LA JEUNE GARDE" de Fadeev, le véritable sens du mot "héroïsme"; ils connaissent l'enfance et la jeunesse de LENINE, STALINE, l'ami, le frère de chaque homme soviétique, penché sur ses soucis et son travail quotidien.

Ils lisent, pour leur amusement, des livres uniquement soviétiques publiés par milliers et pour tous âges: depuis le conte ou la petite histoire de bêtes, jusqu'au roman d'aventures, d'explorations ou les récits scientifiques pour les grands.

Il faut reconnaître que, s'ils sont écrits sur commande et par des auteurs sans talent, ils sont de beaucoup supérieurs aux livres roumains actuels et plaisent aux enfants. Ajoutons aussi qu'ils sont de prix dérisoire et que les écoliers en sont inondés.

Le cours d'Histoire n'est qu'une vue marxiste sur le passé et une apologie de la "Grande Révolution", et de l'Etat socialiste. Ce qu'on nomme la Constitution, cours d'éducation civique, est un cours de marxisme (marxisme-léninisme-stalinisme).

Les livres de classe de sciences sont traduits du russe et, ceux de physique, par exemple, le sont si mal que les professeurs n'y comprennent rien. Quant aux mathématiques qui jusqu'ici, n'ont pu être transformées selon les méthodes marxistes, on s'est contenté de rendre le texte et les énoncés des problèmes "progressistes". Il ne s'agit plus que de commerce d'Etat, de coopératives, d'exploitations collectives, de compétition socialiste, de "normes" de travail, etc ...

Musique, dessin, danse, tout est mis à contribution afin de compléter l'éducation marxiste des enfants.

Une fois par semaine, des "séances éducatives" se chargent plus particulièrement de l'éducation politique de la jeunesse.

Les enfants ne participaient pas précédemment aux manifestations politiques. Mais le 7 novembre dernier, les élèves de toutes les écoles ont défilé dans les rues, sous la conduite de leurs professeurs, en criant des slogans pendant des heures et en chantant.

(Le même jour, à la salle Studio-Théâtre national Piata ANZEI, au cours d'une manifestation commémorative de la Révolution, une institutrice nommée DIACONESCU, écoeurée des palinodies des orateurs, se leva et cria: "Cessez de louer ces brutes qui sucent notre sang! Cessez de vous faire les esclaves des étrangers! Resaisissez-vous et songez que vous êtes Roumains!" Les miliciens l'abattirent aussitôt).

Cette éducation politique porte hélas! ses fruits: les enfants sont malléables, et le milieu familial ne fait qu'incomplètement contre-poids à cette emprise; les parents, harassés de fatigue le soir, lorsqu'ils rentrent du travail, n'ayant ni le temps, ni la force de s'occuper de l'instruction de leurs enfants.

Ceux qui sont enrôlés dans les organisations de "Pioniers" (jeunesse marxiste sous la dépendance directe du Parti Communiste), passent leurs loisirs, leurs jours de fêtes, au siège de l'organisation, à leur club (le Coin Rouge), au cinéma, qui ne leur offre que des films soviétiques; les autres flânent dans les parcs, les rues, ou sur les terrains vagues.

Quelle est la mère, fut-elle ouvrière, employée ou professeur, qui, dans un

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R004700050002-2

de son enfant, diriger ses lectures, de lui faire prendre un bain, et encore ...  
 Parloons des professeurs: obligés d'appliquer les méthodes soviétiques, ils se réduquent et apprennent la pédagogie dans les textes de MACARENCO, de MADANSKI, (compilateurs de la pédagogie soviétique).  
 Ils ont appris à faire de chaque leçon une leçon de marxisme dont la conclusion doit toujours mettre en relief la supériorité du régime communiste. Ils fréquentent des "cercles de spécialités", des "cercles de lecture", ils suivent des "cours d'études individuelles", des "symposiums", vont à des séances de groupes syndicaux, de comités syndicaux, de sections syndicales, de "planare", assistent à des conseils pédagogiques, à des séances de Parti - s'ils sont membres du Parti. - Toutes ces réunions ont lieu de 19 heures à 22 ou 23 heures, et parfois dans la même semaine.

La tâche des professeurs ne s'arrête pas là: ils doivent écrire des articles dans un journal mural; dans la "PRESSE PEDAGOGIQUE", dresser des plans détaillés de leurs programmes d'enseignement, visiter les parents des élèves, les réunir à l'école et leur parler politique, organiser des fêtes, enseigner dans les "Cours pour Analphabètes", parler le dimanche dans les "Athénées Culturelles", lire les brochures qu'il faut lire, rédiger des compte-rendus, etc ...

Que l'on s'imagine donc la vie d'un tel professeur qui, de plus, risque chaque jour d'être déplacé, envoyé dans une autre ville, ou qui s'attent à être épuisé ou rayé des cadres de l'enseignement.

L'école, les enfants, les professeurs sont une des préoccupations essentielles du Parti Communiste, lequel s'est donné la peine d'établir, durant deux mois, la liste des professeurs pour l'année 1950. Le résultat de cette vérification du corps enseignant n'a été publié que récemment.

Si l'immense machine de l'enseignement soviétique n'est pas arrêtée, elle produira, dans quelques années, une nouvelle génération de techniciens communistes.

*Derrière le "Rideau de Fer"*

## QUESTIONS ECONOMIQUES

### L'ECONOMIE DE L'EUROPE ORIENTALE

S'inspirant de l'exemple soviétique chacun des pays satellites a adopté dès 1947 un système de planification économique. Les différents plans, dont la durée d'application varie entre deux et six ans, visent à la restauration de l'économie nationale, désorganisée par suite de la guerre et de l'occupation, et au relèvement du potentiel industriel. A en croire les affirmations des dirigeants locaux la production de l'Europe orientale pourrait bientôt se mesurer avec celle des pays industrialisés de l'Ouest.

Ce résultat doit être atteint grâce aux investissements massifs engagés dans l'industrie lourde. Mais il serait payé par un standing de vie très bas.

A l'exception de la Yougoslavie, qui occupe une place particulière, aucun des pays satellites - Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie ou Bulgarie - ne peut compter sur un apport de capitaux étrangers pour lesquels cependant l'Europe centrale et balkanique avait constitué avant la guerre un marché particulièrement actif. L'"édification du socialisme" devra se faire avec les seuls ressources nationales.

Il paraît intéressant de déterminer dans quelle proportion les différents plans d'investissements ont été réalisés et comment leur financement a été assuré.

#### Les investissements.

Pour comparer la richesse et les possibilités respectives de l'Europe occidentale et du glacis, prenons l'exemple de deux commerçants dont le premier gagne un million de francs par mois et porte à la caisse d'épargne un dixième de ses revenus, et dont le second gagne seulement 300.000 francs mais en économise un cinquième. Les économies du second pourront-elles jamais atteindre, voire dépasser, celle du premier? Evidemment non.

C'est pourtant le contraire que la propagande communiste affirme pour faire accepter par la population des privations dans l'intérêt du "bien-être futur".  
 Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R004700050002-2  
 Deux ans se sont écoulés depuis que M. H. Minc, ministre polonais des affaires

économiques, a déclaré devant la Commission économique et sociale de l'ONU que plus d'un cinquième du revenu national polonais était et continuerait à être consacré aux investissements. Depuis cette époque la presse et la radio de tous les pays du glacis ont répété mille et mille fois cette "réalité historique" aux populations polonaises, tchèque, hongroise, bulgare.

Se basant sur des sources officielles, le dernier rapport (1949) d'un autre organe de l'ONU, la commission économique pour l'Europe, arrive à la conclusion que par exemple le plan d'investissements polonais a été réalisé à 90% des prévisions. Ce n'est que tout récemment que les autorités polonaises ont publié d'autres chiffres, cette fois-ci sans se référer aux prévisions. En les comparant avec les chiffres primitifs on s'aperçoit qu'il y a loin de la coupe aux lèvres.

Pour entreprendre les grands travaux il suffit à l'entreprise nationalisée de demander à telle banque, également nationalisée, l'ouverture des crédits prévus par le plan d'investissement. Des avances bancaires ont été ainsi accordées jusqu'à concurrence de 90%. C'est en partant de ce chiffre fourni par les banques que l'on a cru, ou voulu croire, le plan d'investissements grosso modo réalisé.

Seulement les crédits avancés n'ont pas tous été utilisés à des fins d'investissement. Ils ont servi à reconstituer les stocks, mais surtout ils sont venus alimenter le fonds de roulement, qui par suite d'une mauvaise gestion des entreprises s'était singulièrement rétréci.

Tout compte fait, aux investissements en capital fixe il n'est consacré dans les pays du glacis qu'une moyenne de 10% du revenu national. Or les pays de l'Europe de l'Ouest investissent un pourcentage plus élevé de leur revenu national, qui, lui aussi, est plus élevé que celui des pays du glacis. Ainsi l'écart entre l'Ouest et l'Est non seulement ne diminue pas, mais tend au contraire à s'élargir davantage encore.

L'affirmation que les "démocraties populaires" consacrent aux investissements un cinquième de leur revenu national n'est qu'une légende. Et l'histoire des deux commerçants que nous avons rapportée plus haut est par elle-même une illusion d'optique.

Les ressources propres des entreprises étant faibles, l'autofinancement couvre une fraction minime des investissements. Une autre partie des charges est incorporée au budget de l'Etat. Une troisième source est constituée par les crédits bancaires. Ici une solution "originale" a été adoptée.

Il est exact que les dépôts en banque sont en augmentation. Mais cet accroissement provient de la réévaluation des stocks à la suite de la hausse des prix, d'une part, et d'une masse de petits dépôts constitués par des épargnants modestes, d'autre part. Il s'agit essentiellement de dépôts à court terme.

En vertu d'une doctrine à la mode dans les pays du glacis le gouvernement a décrété la conversion systématique du "court terme" en "long terme". Plus du quart des dépôts bancaires ont été ainsi "convertis" et servent à couvrir une bonne partie du coût des différents plans.

Mais les dépôts en banque n'augmentent pas parallèlement à l'accroissement des besoins des entreprises nationalisées. Ainsi le trésor public se voit-il obligé de prendre en charge une plus grande partie des investissements. En Pologne par exemple le Trésor ne supportait l'année dernière que 22% des investissements totaux, alors que cette année il devra en supporter 88%. En Tchécoslovaquie cette proportion est de 50% environ.

Après avoir fait en vain appel à l'épargne privée - les résultats des divers emprunts nationaux ont été décevants - on a utilisé d'office une bonne partie des économies des petits épargnants. Cette source est désormais tarie. Il ne reste plus qu'à demander à l'impôt de suppléer le manque de crédits tant extérieurs qu'intérieurs.

Bien lourd est le fardeau des dépenses "courantes" de l'état bureaucratique. Les dépenses d'investissements venant se greffer dans une proportion croissante sur le budget aggravent cet état de choses et entraînent deux conséquences inévitables: une baisse continue du niveau de vie et une poussée inflationniste de plus en plus forte.

Mais toutes les sommes investies ne représentent pas, il s'en faut, un accroissement du stock de capitaux fixes. Les besoins de la reconstruction et de la modernisation des installations et de l'outillage sont énormes. Aussi les investissements nets ne sont-ils qu'une fraction du coût des différents plans.

Une mesure satisfaisante de la richesse nationale (et de ses variations) nous est fournie par le taux d'accroissement des capitaux fixes. En Tchécoslovaquie ce taux a été négatif tant en 1948 que l'année dernière. S'il est vrai qu'en Pologne ou en Hongrie l'accumulation des capitaux fixes a repris sa marche ascen-

dante, la richesse du glacié. Le taux d'accroissement annuel atteint 3 à 4%. Sous un apport massif de crédits extérieurs l'oeuvre entreprise risque soit d'être vouée à l'échec soit de produire des effets désastreux sur la santé même de la population.

### L'industrie.

Augmenter le rendement, produire davantage, voilà le but auquel tout semble devoir concourir. Des nations entières sont mobilisées pour participer bon gré mal gré à l'"émulation collectiviste". L'abandon des vieilles revendications syndicales est un des caractères les plus frappants d'un régime qui se dit socialiste. La semaine de quarante heures n'est plus à la mode et même certains dimanches sont déclarés jours ouvrables. Les travailleurs en sont quittes pour renoncer aux illusions qu'ils pouvaient avoir au sujet d'une amélioration de leur condition.

Mais voici une autre innovation, plus paradoxale encore, du nouveau système économique qui se prétend scientifique: c'est l'absence de la notion de rentabilité. On continue à fabriquer tel article dont le prix de revient est supérieur à son prix à l'importation, et on maintient en activité telle usine qui ne convient pas à une exploitation rationnelle. La raison d'Etat a remplacé la raison économique. Parallèlement le consommateur n'a plus à déterminer l'utilité de telle ou telle production, puisque le ministère de la planification s'en charge. On n'a que faire de la qualité et de la diversité qui étaient l'apanage de la production capitaliste. Seules comptent vitesse et quantité.

L'homme producteur doit fournir plus d'efforts que jamais, et l'homme consommateur doit s'imposer, temporairement nous dit-on, maintes restrictions.

Et c'est parce que tant d'efforts ont été déployés et tant de sacrifices consentis que les résultats apparaissent aux yeux des promoteurs de l'économie nouvelle comme miraculeux, alors qu'ils sont plus que douteux. Nous touchons ici au point sensible de la psychologie du militant communiste qui ne comprendra jamais pourquoi l'observateur impartial n'est pas saisi d'admiration à la seule vue des tableaux, chiffres, statistiques et graphiques qu'il lui soumet.

De nombreuses publications gouvernementales nous renseignent sur les objectifs assignés aux différentes branches de l'industrie, qui a été nationalisée dans la proportion de 90 à 95%. Quelques chiffres pris au hasard suffiront pour donner l'idée de l'ampleur des progrès à réaliser.

Lorsque les différents plans en cours d'application depuis 1947 auront touché à leur terme, on présume que la production de l'énergie électrique sera portée aux indices 273 en Tchécoslovaquie, 300 en Hongrie, 588 en Pologne et 857 en Bulgarie sur la base de 1937/38 = 100. On escompte que l'extraction du charbon et du lignite sera doublée pour l'ensemble du glacié. On prévoit enfin que la valeur nette des industries métallurgique et mécanique des trois principaux secteurs, Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie, atteindra 1,75 milliard de dollars aux prix fixes de 1938 contre 0,48 milliard avant guerre.

En comparaison avec ces objectifs impressionnants les réalisations apparaissent maigres. S'il est vrai que les industries polonaise et bulgare ont, dès 1947, atteint leur niveau d'avant guerre, la Tchécoslovaquie et la Hongrie ont dû attendre 1949 pour égaler leur production d'il y a dix ans. Ce n'est qu'au cours de l'année 1950 que la Roumanie se propose de parvenir à un résultat analogue.

Mais le relèvement de la production industrielle n'a pas progressé - et d'ailleurs ne devait pas progresser - d'une façon uniforme et générale. Car qui dit plan, dit hiérarchie et subordination. Telle industrie jadis prospère ne retrouve pas forcément sa place dans la nouvelle structure de l'économie nationale. Telle autre, entourée de mille soins, est appelée à prendre de l'essor. De nouvelles entreprises mêmes ont été créées ou sont en voie de création.

La production de l'énergie électrique a été en 1948 de 75% supérieure à son niveau d'avant guerre. L'extraction de la houille a marqué également un progrès sensible mais qui s'explique avant tout par l'annexion du bassin de Silésie par la Pologne.

En ce qui concerne l'extraction du minerai de fer, la situation se présente différemment. Seule la Hongrie a enregistré un succès atteignant son niveau d'avant guerre. Les productions polonaise et tchèque sont en recul. Les trois pays ensemble n'étaient en 1947 qu'à l'indice 72 et en 1948 qu'à l'indice 78 par rapport à 100 en 1937/38. Cette lacune est d'autant plus inquiétante que le glacié a toujours été tributaire du minerai de fer étranger, notamment suédois, et que les besoins ne cessent de grandir par suite du développement des industries de transformation.

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R004700050002-2

La baisse de la production du pétrole brut provient de l'épuisement des puits roumains et de la perte des puits polonais de Galicie, annexée par l'URSS en 1945. Malgré tous les efforts déployés dans ce domaine, et en dépit des progrès de la production hongroise, le glaciez produit à l'heure actuelle seulement 2/3 du pétrole extrait avant la guerre.

Aucune statistique n'a été publiée sur la production de l'uranium, dont les gisements relativement pauvres sont exploités par les autorités soviétiques.

Le tableau qu'offre l'industrie des biens de consommation contraste singulièrement avec celui de l'industrie lourde. Là les échecs enregistrés dans certaines branches sont compensés par des succès obtenus dans d'autres secteurs. Ici on ne peut constater qu'un déclin général. L'industrie textile et de l'habillement a produit en 1949 moins qu'avant la guerre. Autre exemple: la production des briques accuse une régression plus profonde encore, Hongrie et Tchécoslovaquie, principaux producteurs, n'ayant atteint l'année dernière que l'indice 63 par rapport à 100 en 1938. La reconstruction, on s'en doute, s'en ressent.

Ainsi la verrerie et l'industrie de la chaussure tchécoslovaques, les industries textiles hongroises et polonaise, qui trouvaient des débouchés faciles en Europe occidentale et jusqu'en Afrique et dans les Indes, sont délibérément sacrifiées afin de favoriser le développement de l'industrie lourde. Celle-ci n'est-elle pas appelée à accroître le potentiel militaire des Soviets? Le reste, c'est à dire l'appauvrissement des populations du glaciez, n'a guère d'importance.

### L'agriculture.

Autant dans le domaine de l'industrie les ambitions des démocraties populaires sont grandes, autant dans le domaine de la production agricole les objectifs assignés sont modestes. Une tendance générale vers la concentration par la nationalisation des entreprises se dessine avec netteté dans l'industrie alors que sur le plan de l'agriculture la politique suivie par les pays de l'Europe orientale paraît avoir emprunté des chemins souvent tortueux. Une analyse sommaire de la production est indispensable pour dégager les méthodes appliquées et les buts poursuivis dans les pays du glaciez.

En 1948 la production agricole de la Pologne a dépassé de 3% à 6% les chiffres fixés sur le plan. L'indice prévu était de 65, l'indice qui a été atteint de 67, tous deux calculés sur la base de 1938=100. Dès lors chacun était libre d'interpréter les précédents chiffres à sa façon: les uns pouvaient dire que la production accusait une baisse d'un tiers par rapport à son niveau d'avant guerre; les autres pouvaient faire ressortir la clairvoyance avec laquelle le ministère de la planification avait élaboré son plan.

Le gouvernement tchèque avait bien escompté pour 1948 une production agricole égale à son volume d'avant guerre. Or de l'aveu de M. Gottwald lui-même elle n'atteint que l'indice 80,5.

Si en Bulgarie, pays essentiellement agricole, la production a légèrement dépassé celle d'il y a dix ans, elle n'a toutefois atteint les objectifs prévus par le plan qu'à la proportion de 86%. Situation inverse en Hongrie: l'agriculture hongroise a "grasso modo" réalisé son plan pour 1948, mais la production actuelle ne représente que les trois quarts de celle de l'année qui a précédé la guerre.

Il est inutile de multiplier les exemples qui révèlent tous des symptômes d'une régression de la production agricole dans les plaines de l'Est, surnommées jadis le "grenier de l'Europe". Même en admettant que la récolte de 1949 soit supérieure à celle des années précédentes (les statistiques complètes font malheureusement défaut), il semble impossible que la production puisse remonter la pente en l'espace d'une année. En effet pour l'ensemble du glaciez elle était tombée très bas au lendemain de la libération, et même en 1947 elle n'avait atteint que les deux tiers de son niveau d'avant guerre. En 1948 elle est estimée à 2,1 milliards de dollars aux prix fixes contre 2,6 milliards en 1938, soit approximativement l'indice 80 pour la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et la Pologne réunies.

Les causes principales de cette baisse considérable résident dans le morcellement des terres consécutifs aux récentes réformes agraires et aux mouvements des populations d'une part, dans la discrimination entre les différentes catégories d'agriculteurs d'autre part.

"La réussite de la réforme agraire a comblé les espérances séculaires de la paysannerie roumaine", écrivaient les "IZVESTIA" dès le 8 septembre 1945.

Les propriétés privées dépassant 50 hectares ayant été liquidées, la colonisation des territoires annexés par la Pologne ayant été menée à bonne fin, les tchécoslovaques de Tchécoslovaquie et leur remplacement par des agriculteurs tchèques étant terminés.

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R004700050002-2

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R0004700050002-2  
 de stabilisation.

En réalité ce n'est là que le commencement d'une longue série de mesures qui mènent d'abord à un morcellement rendant impossible l'exploitation rationnelle et rentable, et ensuite à un regroupement des terres en vue de leur soviétisation.

C'est ainsi qu'une nouvelle réforme agraire a été décrétée en Roumanie au mois de mars dernier, et qu'en Tchécoslovaquie les domaines de l'Eglise couvrant plus de 300 mille hectares ont été expropriés en vertu d'une loi qui vient d'être mise en application. En Pologne des mesures analogues sont en préparation. La lutte contre le "koulak" se développe activement dans tout le glacis. Celui qui possède plus de 15 hectares de terre en Tchécoslovaquie n'a pas droit à la carte de textile et doit s'approvisionner au "marché libre d'Etat" à des prix exorbitants. En Roumanie les propriétaires de plus de 2 hectares sont privés même des cartes d'alimentation.

La disparition de la propriété moyenne étant en bonne voie, c'est dorénavant vers la collectivisation que l'on s'achemine. Celle-ci revêt tantôt la forme de kolkhozes, tantôt la forme de svokhozes, c'est-à-dire de domaines exploités directement par l'Etat.

Dès le 30 novembre 1948 M. Rakosi, chef de la Hongrie nouvelle, a déclaré en substance: "Si nous voulons relever le niveau de notre production agricole, il faut que tout le monde comprenne que nous ne pouvons pas le faire avec la structure agricole actuelle, étriquée et morcelée. Le seul moyen d'y parvenir, dit M. Rakosi, c'est d'instituer des kolkhozes."

On procède par étapes. Tout d'abord un commissaire agricole est nommé pour chaque village. Il a pour mission de contrôler l'exécution des travaux et la livraison des contingents prescrits. Les anciennes coopératives sont dissoutes et remplacées par une "coopérative agricole unique" à laquelle on attribue les machines agricoles enlevées à leurs anciens propriétaires. Les machines nouvelles sortant des usines sont affectées aux stations de tracteurs auxquelles les agriculteurs non affiliés à une coopérative doivent avoir obligatoirement recours. Car si les travaux prescrits ne sont pas exécutés à temps le paysan récalcitrant encourt la confiscation de sa propriété. En Bulgarie par exemple, on prévoit que les kolkhozes fourniront d'ici trois ans 60% de la totalité des produits agricoles.

L'extension des svokhozes est tout aussi prodigieuse. En Bulgarie les svokhozes couvrent déjà une superficie de plus d'un demi million d'hectares. Les domaines de l'Etat tchécoslovaque sont passés, en l'espace d'une année, de 70.000 à 600.000 hectares.

Ces différents remèdes suffiront-ils à vaincre l'hostilité des paysans et à assurer le redressement de la production agricole? Voilà qui semble plus que douteux. Il est, par contre, certain que ces diverses mesures transformeront d'une manière radicale la structure économique et sociale de l'Europe orientale. Détachée de ses débouchés traditionnels de l'Ouest, celle-ci ressemble tous les jours un peu plus à son modèle soviétique.

#### Le Commerce.

I. - Le Commerce Extérieur du glacis prit, au début, une forme tout à fait particulière, n'ayant pour objet que la livraison des réparations de guerre par la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie. Bien que toute la région eût été ruinée, tant par la guerre que par le pillage des "libérateurs" soviétiques, l'URSS exigea sur le champ des réparations, sur papier, pour un montant de 700 millions de dollars. Sur papier, car la rédaction des traités d'armistice permit à l'URSS de demander tous les produits qu'elle désirait obtenir gratuitement sous forme de "réparations". La valeur réelle de celles-ci représente plus de deux milliards de dollars. Ces obligations annihilèrent, pour les pays qui en avaient la charge, toute possibilité de "résoudre par des moyens démocratiques leurs problèmes économiques urgents", comme il est dit dans la déclaration de Crimée en 1944.

80% des réparations de la Hongrie consistent en produits industriels, tandis que la Roumanie et la Bulgarie livrent principalement des matières premières. L'URSS est autorisée à contrôler les sociétés travaillant pour les réparations de guerre et, par ce fait, elle détient, depuis 1945, le contrôle effectif des principales branches économiques des Etats satellités, qu'il s'agisse du pétrole et du bois roumains ou de l'industrie lourde hongroise. Moscou peut exiger mensuellement 5% d'intérêts de retard. Et rien que ce droit lui permet de rester indéfiniment dans la région.

Les accords relatifs aux réparations furent suivis de près par des traités de commerce avec l'URSS et l'Europe occidentale.

me de marchandises, dépassant de loin les possibilités d'exportation de la région. Moscou savait, naturellement, que ces engagements étaient fictifs mais par cette obligation, affectant un volume d'exportation démesuré, une sorte d'option soviétique était institué sur toute livraison disponible, excluant les transactions éventuelles avec l'Occident.

Ces traités commerciaux et le monopole qu'ils assuraient à l'URSS marquaient un pas important dans les visées de l'impérialisme économique des Soviets. Ils furent conclus à la fois avec les anciens alliés, comme la Pologne et la Tchécoslovaquie et les ex-ennemis comme la Roumanie et la Hongrie. L'idée directrice en était de fortifier la puissance industrielle soviétique par le charbon et le pétrole polonais, le cuivre et le bauxite yougoslave aussi bien que les produits de la Skoda de Tchécoslovaquie.

Les résultats de cette politique économique brutale ne se firent pas attendre. Les exportations des Etats satellites vers l'URSS passèrent de 24 millions de dollars en 1938 à 175 millions en 1947 et à 295 millions en 1948. Ces chiffres sont d'ailleurs incomplets car ils n'incluent pas les exportations effectuées sur la base des accords de réparations de guerre.

De pair avec cette évolution, les exportations vers l'Europe occidentale diminuent constamment. Le chiffre de 747 millions de dollars en 1938 est tombé à 225 millions en 1947 (31%).

Quel est l'objectif de Moscou ? Incontestablement, la colonisation de la région.

- a) Devenant le seul client important de cette partie de l'Europe, l'URSS sera capable de dicter les prix et les modifier conformément à ses propres visées autarciques.
- b) Les exportations des satellites couvrent également l'équivalent des prix d'achat des matières premières nécessaires pour la production des articles destinés aux livraisons de réparations. L'URSS vend ces matières premières à un prix élevé et tire ainsi, de plus, un bénéfice commercial important des réparations.
- c) Un point important des traités commerciaux est la livraison, par l'Union soviétique, de matières premières, comme le coton, pour être transformées en produits ouvrés par l'autre partie contractante. Le rapport entre les matières premières et les produits ouvrés est extrêmement avantageux à l'URSS, le prix de celles-ci étant nettement supérieur à ceux du marché mondial.

II.- Commerce Inter-Régional. Ces traités commerciaux sont, sont au moins en ce qui concerne la forme, des accords conclus entre des parties souveraines. Mais l'URSS refusa de s'en tenir là et commença à désintégrer la souveraineté de ses satellites.

- a) Sociétés mixtes.- Elles ont été fondées pour l'exploitation des richesses naturelles des Etats satellites. Il existe entre autres des sociétés mixtes soviétiques pour le pétrole roumain, la bauxite hongroise, aussi bien que pour la navigation danubienne et l'exploitation des lignes aériennes.

La Yougoslavie vient justement de liquider ces sociétés mixtes. Le délégué yougoslave de l'ONU a pu donc dire quelques mots sincères sur la façon de procéder de ces sociétés. Il déclara que l'URSS "n'a pas investi sa part de capital fixe" causant ainsi à la Yougoslavie "une perte d'environ 38 millions de dinars" en un an (Lake Success, le 7 octobre 1949).

Ces sociétés sont l'exemple classique de l'exploitation coloniale. Elles jouissent d'une complète exonération fiscale et donnent un pouvoir illimité à l'URSS parce qu'elles sont des facteurs fondamentaux de la vie économique nationale.

- b) La nationalisation de l'industrie fut un autre pas vers la soviétisation. Ce fut une excellente occasion pour le parti communiste de liquider tous les éléments réactionnaires dans l'industrie et de compléter la panique politique par la terreur économique.

Finalement, la planification des économies satellites aboutit à sa phase ultime:

- c) Le commerce extérieur, dirigé par le Conseil d'Assistance Economique Mutuelle. Cet organisme a été fondé à Varsovie comme un organisme de secours contre le Programme de Relèvement Européen mais, depuis lors, il est devenu un organe important du commerce totalitaire rigoureusement centralisé.

Ajoutons pour terminer, qu'une section spéciale, dite "section X" a, depuis quelque temps, été créée au Ministère du Commerce Extérieur de Prague. Son personnel a été recruté parmi les membres de la jeunesse communiste tchèque. Elle a pour chef Jan Flava qui tient officiellement le poste de secrétaire général du Ministère. En ce qui concerne la direction de la mystérieuse section, il n'a de comptes à rendre à personne hormis au Comité Central du Parti Communiste Tchécoslovaque. Dans le même ordre d'idées, les dossiers de ce service sont établis sans copies et les numéros d'entrée et de sortie des divers documents sont consignés sur un registre spécial au secrétariat économique du P.C.T.

Néanmoins le secret de la "section X" a pu être percé.

La Tchécoslovaquie représente aujourd'hui le seul pays du glacis qui entretient encore des relations économiques relativement importantes avec l'Occident. Le nouvel accord commercial anglo-tchécoslovaque s'ajoute à ceux conclus par ce pays avec la France, l'Italie et les Etats-Unis (non sans l'approbation de l'URSS bien entendu). La Tchécoslovaquie jouit donc de certains privilèges que les autres satellites ont perdus depuis longtemps.

Récemment les Etats-Unis ont publié une liste de produits, dénommés d'intérêt stratégique, qui ne peuvent être exportés dans les pays situés derrière le Rideau de Fer. Un service spécial de contrôle surveille l'application de cette interdiction. Aucun produit américain porté sur la liste A à laquelle on vient d'ajouter la liste B ne peut, en effet, être vendu aux pays satellites.

Or, certains de ces produits intéressent au plus haut point les Soviétiques, qui, pour se les procurer, eurent recours à une supercherie. Plusieurs entreprises furent créées à cette fin aussi bien dans nos pays de l'Ouest que dans le Proche-Orient. Elles achètent les produits interdits et les revendent aux pays satellites. L'écoulement s'opère par le truchement de la Tchécoslovaquie, et la fameuse section X n'a d'autre fonction que celle de transmettre à ses agents commerciaux d'Occident et du Proche-Orient les commandes répondant aux besoins de l'URSS et des pays du glacis. Une fois achetées, les marchandises sont livrées à la Tchécoslovaquie et la section X en fait la répartition.

L'activité de la section X n'est pas restée inaperçue des autorités américaines. Elles se sont adressées aux pays exportateurs des produits d'intérêt stratégique, les engageant d'en surveiller l'emploi. Ces pays, à leur tour, semblent avoir pris des mesures dans le sens préconisé par les Etats-Unis. Il n'empêche que les exportations vers la Tchécoslovaquie continuent mais les livraisons des produits interdits s'effectuent par des voies de plus en plus détournées et au moyen de camouflages hautement perfectionnés.

Il n'est que temps de mettre fin au commerce avec les cannibales.

"DU MONDE ENTIER..."

#### EN MARGE DES DEPORTATIONS EN LITHUANIE.

Récemment de massives déportations ont eu lieu en Lithuanie. Fait curieux, se sont surtout des camions américains (Ford, Studebaker) que l'M.V.D. utilise pour les convois de déportés. Jusqu'à 80 personnes sont entassées dans les voitures que les Soviétiques appellent "amerikanki". Les officiers rouges portent des uniformes confectionnés en drap fourni pendant la guerre par les Américains et les Anglais. Les Lithuaniens n'ont jamais désespéré de l'aide des démocraties occidentales. Or, les bolcheviks ne manquent aucune occasion de montrer la traîtrise de leurs ex-alliés occidentaux. Des nouvelles du monde libre franchissent le Rideau de Fer. Elles ont trait aux diverses conférences auxquelles participe l'URSS. Et il a même été question d'une certaine "Déclaration des Droits de l'Homme" ... signée par les tyrans rouges. Un peuple qui, depuis des années, endure de terribles souffrances ne peut s'empêcher de s'écrier avec désespoir: "Comment le monde libre peut-il tolérer pareille hypocrisie et assister, sans réagir, aux horreurs de l'enfer rouge?" Que des centaines de millions d'hommes subissent un calvaire semblable au leur, n'est certes pas une consolation pour les Lithuaniens.

# DEVANT LE "RIDEAU DE FER"

DANS LES PAYS ENCORE LIBRES -



## LA YUGOSLAVIE DEPUIS LA DISSIDENCE TITISTE

La presse communiste avait, on le sait, glorifié sur tous les tons le "maréchal" Tito et son régime, tant qu'il marchait dans la voie de Moscou. Mais depuis que le dictateur a voulu faire preuve de quelque indépendance, les flatteries se sont instantanément transformées en imprécations. Qu'une déviation de la "ligne générale" puisse mettre un serviteur des Soviets au ban de l'humanité et en faire, par un coup de baguette magique, une "vipère lubrique", un "traître" à la solde des capitalistes, n'est pas pour nous surprendre et il n'y a là que le jeu ordinaire de la politique communiste, qui exige de ses adhérents une obéissance servile "perinde ac cadaver".

Mais la propagande soviétique ne se contente pas de cela; il s'agit de démontrer que la moindre désobéissance frappe le coupable d'une sorte de péché originel, qui réduit à néant tout ce qu'il peut entreprendre et détruit tout ce qu'il a accompli.

En témoignant d'une certaine indépendance à l'égard de Moscou, Tito n'avait rien modifié dans sa politique économique et sociale, qui reste strictement communiste. Et, pourtant, la presse communiste de tous les pays vient de déclencher une vaste campagne tendant à prouver la ruine économique de la Yougoslavie sous un régime, que les Soviets eux-mêmes avaient instauré. Ces critiques sont certainement justifiées, mais elles frappent non pas le titisme, mais le régime communiste dans son ensemble et peuvent s'appliquer à tous les pays où il sévit.

Ainsi, en parlant du plan quinquennal Yougoslave exécuté à 101% selon les déclarations du ministre de l'industrie Stajanovic, le journal "POD ZASTAVOM INTERNACIONALIZMA" déclare:

"Mensonge grossier ! Des informations officielles, non destinées à la presse permettent de voir que 199 usines du ressort de Stojanovic n'ont exécuté leur plan semestriel qu'à 57% ... Par ce moyen, les titistes essayent de dissimuler le fiasco de leur plan quinquennal qui est un bluff." Comme tous les plans quinquennaux, pourrait-on ajouter. Le journal "NAPRED" fait la lumière sur la prétendue planification titiste dans l'industrie minière". Na "NOVA BORBA" affirme que "malgré les allégations démagogiques des titistes sur les prétendus succès de relèvement de l'économie nationale en Istrie, les plans des travaux de reconstruction ne sont pas réalisés". "Les titistes s'efforcent d'augmenter la production du charbon et du minerai non pas en mécanisant l'extraction, mais en exploitant féroce les ouvriers et en usant du travail non-rémunéré des équipes de prétendus "volontaires". N'est-ce pas le système stakhanoviste et celui de "l'émulation socialiste", en usage en URSS ? Le même journal "POD ZASTAVOM INTERNACIONALIZMA" que nous avons cité, relate avec indignation le fait que 180 paysans avaient été envoyés dans une fabrique de Belgrade; les paysans s'étant enfuis, ils ont été arrêtés et condamnés aux travaux forcés. Le fait est évidemment révoltant, mais il n'est qu'une réduction de la politique des Soviets à l'égard des "koulaks" au cours de laquelle 14 millions de paysans ont été déportés ou massacrés.

Le régime de Tito est, certes, un régime de fer, mais la presse communiste elle-même permet de constater qu'il est bien moins dur à l'égard des travailleurs que le régime soviétique. Ainsi le "NAPRED" cite l'affaire de la mine de Mackatica, où des groupes d'ouvriers, mécontents des nouvelles dispositions concernant les cartes de ravitaillement, demandaient tous les jours leur compte et finirent par se déclarer en grève. "L'affaire prit une tournure si défavorable pour les titistes qu'ils ont été forcés d'accorder des cartes à 20% des familles." Et en URSS ils eussent été purement et simplement jetés en prison et peut-être même fusillés, car la loi soviétique interdit sévèrement l'abandon du travail et les grèves.

Le fait qu'elle n'a aucune valeur à cette documentation, c'est qu'elle émane exclusivement de journaux communistes, publiés dans différentes "républiques populaires" et qu'elle est diffusée par la presse soviétique. Il est impossible d'imaginer une condamnation plus complète du système économique communiste.

## Devant le "Rideau de Fer"



### UN GIBRALTAR SOVIETIQUE DANS LE GOLFE DE FINLANDE

Par l'armistice de septembre 1944 avec la Finlande, l'URSS s'arrogeait pour une période de cinquante ans, contre versement d'un bail annuel de cinq millions de marks, un territoire de 394 kilomètres carrés, comprenant la pointe de Porkkala.

Que le territoire concédé coupât un tronçon de la grande ligne qui réunit la capitale finlandaise au premier port du pays (Abo en suédois, Turku en finnois), et qu'il obligeât les Finlandais à faire un détour de quatre heures pour aller d'un point à l'autre, c'était bien le moindre souci des Soviétiques.

Il fallut deux ans de négociations - et que les Soviétiques découvrirent qu'ils y avaient certains avantages - pour que Moscou consentit à rouvrir la ligne. Mais les trains traversent la zone soviétique verrouillés et les fenêtres hermétiquement fermées par des plaques de bois peintes en noir. C'est le black-out complet, de sorte qu'on a l'impression de s'engager dans un tunnel en plein midi.

La ténacité de Moscou s'explique. Même un profane ne saurait avoir le moindre doute sur l'importance stratégique et militaire du territoire et de la pointe de Parkkala.

Le promontoire rocheux qui porte ce nom est la clef nord du golfe de Finlande, ou, si l'on veut, l'un des battants de la première porte de Leningrad, faisant face à celui de Reval, sur la rive sud du golfe. Le magnifique passage de Barosund, inclus dans le territoire, près de Porkkala, est un mouillage idéal. Des baies profondes, des îlots rocheux dentellent le côte et en font un nid de corsaires, d'où vedettes lance-torpilles, sous-marins, destroyers, peuvent sortir comme d'un nid de guêpes.

D'énormes casernes, chef d'oeuvre des sapeurs soviétiques, qui savent creuser comme des taupes, peuvent abriter une garnison et un matériel considérables. De cette forteresse, des forces blindées de l'Armée Rouge atteindraient en moins d'une heure le centre de la capitale finlandaise, que des canons, qui n'ont pas même besoin d'être à longue portée, peuvent bombarder tranquillement, à quinze kilomètres, sans autre peine que de faire pivoter les pièces sur leurs plaques tournantes.

Porkkala est ainsi la menace qui pèse secrètement sur les Finlandais, à Helsinki plus qu'ailleurs. Les Finlandais n'en parlent guère, d'abord parce que ce sont des gens qui n'ont jamais peur, ensuite parce que, pour eux, on ne saurait perdre son temps à spéculer sur l'invisible, cachât-il le diable en personne sous la forme de l'ennemi le plus dangereux et contre qui on s'est tout de même bien battu ...

Mais que se passe-t-il à Porkkala ?

Si vous prenez la route au lieu d'emprunter le rail, vous pouvez approcher du territoire sans difficulté. Une dizaine de kilomètres, sur une route qui fut excellente, vous mèneront à un pont qui en est l'entrée, mais cette entrée reste toujours close. Vous pouvez scruter du regard avec votre jumelle, si vous ne vous laissez pas voir, les bois et les maisons de l'autre côté de la frontière: vous apercevrez des maisons, quelques-unes de ces maisons que tous les habitants du territoire durent quitter, en deux jours, après l'armistice.

fait le vide auprès de cette frontière qu'il garde avec une vigilance féroce. L'été dernier, deux jeunes gens allèrent à travers champs, naïvement, à quelques centaines de mètres au-delà de la limite, voir ce qui se passait ... Ils furent saisis par des gardes soviétiques sortis d'un buisson. On les confina quinze jours au secret, après quoi ils furent renvoyés aux Finlandais, qui durent les mettre à l'amande. Car c'est une offense punissable, suivant la loi finlandaise, que d'aller sans permission (et cette permission n'est jamais donnée) au paradis soviétique. Les Soviétiques ont, bien entendu, dicté cette loi aux Finlandais, qui l'ont volontiers établie, par surcroît de prudence.

D'autres ont eu plus de chances que nos deux excursionnistes, ou ont mieux pris leurs précautions. Des Finlandais, expulsés du territoire, ont pu repasser la frontière sans être observés et sont allés voir leur ancienne demeure. Ils l'ont trouvée vide, abandonnée... Les Soviétiques en avaient enlevé tout ce qui pouvait s'y prendre: vitres, portes et fenêtres, gonds, fils et ferrures, tout ce qui était en métal, jusqu'aux clous rouillés dans les murs. Autour des maisons, le vide, le silence ... Les chemins de campagne paraissent abandonnés. Ces belles terres qui comptaient parmi les meilleures et les mieux cultivées de Finlande, sont maintenant en friche.

Désert aussi du côté de la mer. Chaque été, des gens partis en bateau pour aller de Helsinki à Hango ou à Abo, ou faisant de la voile le long de la côte, approchent un peu trop près de Porkkala. Inmanquablement les imprudents sont arraisonnés par les patrouilleurs soviétiques, mis au secret, puis renvoyés sans avoir rien vu - après avoir été questionnés huit heures par jour par la police secrète.

Et ici, le "vidage" du territoire s'explique davantage, car c'est près de la côte que toute l'activité, que toute la force soviétique se sont concentrées.

Les Soviets ont établi à Porkkala une nouvelle base navale et ils ont construit tout autour un réseau de voies ferrées. Ils ont édifié des casernes et, comme les casernes ne suffisaient pas, des baraquements, afin de loger d'énormes effectifs - car si le no man's land règne à la frontière terrestre et le no man's sea à la frontière maritime, les Soviétiques, au-delà, grouillent comme une fourmilière.

Ils "défendent" d'ailleurs ces masses militaires et navales avec un soin jaloux, et ils veillent à empêcher tout contact entre leurs hommes et les Finlandais: non seulement tout contact personnel, mais même, et davantage encore tout contact d'idées.

On pourrait penser, par exemple, que ce train qui chemine dans le "tunnel" sur une ligne dont des milliers de Finlandais connaissent probablement chaque traverse, ne doit pas présenter un bien grand danger pour ceux qui vivent derrière le "rid-au". Or, parmi les règlements compliqués applicables au transit de Porkkala, un paragraphe interdit dans ce train aveugle et verrouillé, le transport de toute littérature, images, papiers, pouvant constituer "une offense" à l'Union Soviétique.

Une "puissance" est bien faible au fond, lorsque, nonobstant Armée, Marine et Police, elle doit prendre peur de deux pages imprimées qui s'envoleraient d'un wagon et qui tomberaient ainsi, peut-être, entre les mains d'un soldat de deuxième classe ...

"BU MONDE ENTIER..."

#### MORT POUR LE REGIME.

Le colonel Anghel, officier de gendarmerie qui occupait une fonction importante au ministère de l'Intérieur de Bucarest, avait reçu dans le courant du mois de décembre, l'ordre de partir en mission secrète. Dix jours après son départ, la famille du colonel a été invitée à enlever le cadavre de l'officier, qui serait mort suivant la version officielle, "à la suite d'un accident".

Nous sommes informés d'autre part, que le colonel Anghel a été tué au cours d'un combat que des unités de la milice qu'il commandait, ont eu à soutenir dans les montagnes de Muscel avec un groupe de résistants.

## LE COMMUNISME

- N  
ASIELA CONFERENCE DE BANGKOK  
ET LE PACTE SINO-SOVIETIQUE

La conférence au cours de laquelle les diplomates américains ayant fonction en Extrême-Orient ont étudié la situation de l'Est asiatique s'est tenue à Bangkok au moment où Staline et Mao Tsé Toung signaient un traité confirmant l'alliance de la Russie soviétique et de la Chine "populaire". La simultanéité de ces deux actes politiques vient illustrer la rivalité américano-soviétique dans cet Orient où peut se jouer le sort du monde.

Les Etats-Unis, dont la politique en Asie est demeurée assez longtemps flexible, paraissent maintenant résolus à intervenir efficacement dans cette partie du monde. Ils se proposent d'encourager la constitution d'une alliance asiatique dirigée contre l'expansion de l'impérialisme soviétique. Un des éléments de cette alliance devrait être, selon le vœu américain, le Japon sans lequel aucune entreprise politique digne de ce nom ne peut être poursuivie en Extrême-Orient.

Parmi les nations qui se sont montrées le plus favorable à ce dessein, il faut compter les Philippines et le Siam dont le premier ministre a invité les pays d'Extrême-Orient hostiles au communisme à soumettre à un blocus rigoureux l'Asie soviétisée et à s'interdire toute exportation vers elle de denrées alimentaires, et particulièrement du riz.

Une telle suggestion pourrait s'adresser particulièrement à la Birmanie, qui fournit à l'Orient une partie du riz dont il a besoin. Mais la Birmanie est elle-même dans une situation difficile, et le seul fait de l'avoir évoquée révèle les difficultés que rencontreront les puissances occidentales dans l'accomplissement d'une alliance asiatique. Le gouvernement birman est fort contesté et le mouvement communiste s'est dangereusement développé dans le pays. Or, située entre l'Inde et la Chine méridionale, la Birmanie tient une position économique et stratégique très importante.

C'est ainsi qu'une Birmanie désorganisée pourrait permettre au monde communiste de faire sa première percée vers l'Océan Indien, possession traditionnelle de la puissance maritime britannique. Le gouvernement de Rangoon, d'un nationalisme ombrageux, a refusé la médiation du Commonwealth dans les conflits qui l'opposent aux Karènes et aux communistes. Les agents britanniques se sont efforcés de concilier les autorités birmanes et les Karènes pour les diriger les unes et les autres contre les communistes. Ces rivalités, jointes à l'inexpérience de certains dirigeants, ont d'ailleurs provoqué une crise telle que, selon le Conseil Economique de la Birmanie, la situation de l'Economie birmane serait dangereuse, voire désespérée.

Dans l'Inde, élément capital de toute politique asiatique, le gouvernement doit, lui aussi, résoudre de redoutables conflits. Pourvue, il y a peu de temps, d'une Constitution républicaine et d'un système à deux Chambres, l'Inde ne parvient pas pour autant à se défaire du malaise qu'a engendré la dissolution de la Ligue Musulmane, d'autant plus que les exigences géographiques n'ont pas permis de cantonner les Musulmans dans le seul Pakhistan. Plusieurs millions de fidèles à l'Islam sont encore dispersés dans l'Inde. La rivalité indo-pakhistanaise est parvenue à un point si aigu que le moindre incident pourrait provoquer un conflit armé. Les deux pays s'épuisent mutuellement en un effort militaire qui absorbe une partie considérable de leur budget, certains disent même la moitié.

La population du Cachemire est en majorité mahométane, mais son chef hindou avait signé un accord de rattachement à l'Inde. Il est vrai que cet argument est contestable puisque l'Inde a annexé l'Haïderabad, qui était au contraire, de majorité hindoue, mais dont le prince était musulman. Toutes les tentatives de conciliation relatives à l'affaire du Cachemire ont échoué. Le ministre du Pakistan, chargé des affaires du Cachemire, a déclaré que ce pays était, pour le gouvernement pakhistanais "un article de foi". Quant au pandit Nehru, chef du gouvernement indien, il ne se montre même plus partisan de l'arbitrage. "Ma patience est presque à bout", a-t-il dit. Le parti nationaliste hindou, la Mahasabha, incite volontiers le gouvernement à déclarer l'Etat du Pakistan "intolérable" et à juger intolérable la formation même de l'Etat du Pakistan et voudrait simplement l'abolir.

Il serait cependant important que cet esprit agressif s'apaisât de part et d'autre. A Washington comme à Londres on voudrait tenter d'unir Inde et Pakhistan devant le péril communiste. En effet, le jour où Mao Tsé Toung contrôlerait le Tibet, il aurait atteint la frontière septentrionale de l'Inde. On avait cru à Londres que le plan Spender, qui tendait à assister l'ensemble du sud-est asiatique, pourrait imposer comme condition l'application la solution pacifique de ces différends. Cet espoir paraît aujourd'hui abandonné.

Déjà paralysé par ses malentendus avec l'Inde, le Pakhistan est aussi en rivalité avec l'Afghanistan. Le gouvernement de Delhi ne manque évidemment pas d'exploiter le malentendu afghan-pakhistannais en accablant le Pakhistan. L'affaire est si grave qu'un homme d'Etat afghan a pu déclarer que le moindre incident pourrait mettre la paix en danger. L'Afghanistan revendique le Pathanistan, qui appartient au Pakhistan, ou plutôt entend le constituer en Etat autonome. Kaboul aurait même suscité une représentation pathanistaise dissidente, qui prétend représenter seule - ainsi qu'il est pratiqué en de tels cas - l'opinion des Pathans.

Cependant, là aussi, le péril soviétique devrait ordonner l'attitude du gouvernement, car Moscou menace aussi bien l'Afghanistan que le Pakhistan et l'Inde. La province chinoise du Sinkiang, acquise au communisme depuis l'année dernière, atteint les frontières de l'Afghanistan et du Pakhistan, et, au nord, les provinces soviétiques des Ousbeks et des Tadjiks pèsent sur la frontière afghane. Ajoutons que l'armée afghane ne s'élève qu'à une centaine de milliers d'hommes et qu'elle ne dispose que d'une douzaine d'avions de modèles anciens.

On peut mesurer par cet exposé l'étendue et la complexité des questions à résoudre pour mettre l'Orient méridional en mesure de s'opposer, uni, à l'impérialisme soviétique. De la Caspienne à l'Océan Pacifique, l'URSS menace des Etats divisés, partagés par d'irréductibles tendances confessionnelles ou raciales. Mais si ces peuples ne parviennent pas à s'accorder, les populations jaunes aujourd'hui contrôlées par Moscou semblent au contraire s'unir assez docilement, et cette union ne s'accomplit pas au bénéfice des nations occidentales qui prétendent les protéger.

On a pu constater que les conceptions qui, dans l'opinion, opposent le totalitarisme à la démocratie, conceptions qui divisent les continents européens et américain sont relativement indifférentes aux peuples d'Extrême-Orient. En Indonésie, les "collaborateurs" des occupants japonais sont revenus au pouvoir avec l'approbation populaire. Aux Philippines, le leader Laurel, qui avait, après le débarquement japonais, constitué un gouvernement selon le vœu de Tokio, a suivi de près, aux dernières élections, le président Quirino. Au Japon, la population demeure fidèle à la personne impériale de Hiro Hito, et c'est en vain que l'URSS prétend le faire comparaître devant une Cour de Justice internationale.

Mais, tandis que l'Occident ne parvient pas à suivre une politique soutenue dans les affaires d'Orient, l'URSS accomplit ses desseins. L'Angleterre et l'Inde ont reconnu Mao Tsé Toung sans attendre l'approbation des autres membres du Commonwealth. Mais voici que l'Inde se refuse à reconnaître Bao Daï, qui bénéficie au contraire de l'approbation de l'Angleterre et de la plupart des Dominions. Le pandit Nehru participerait peut-être à la lutte des nations menacées par le communisme, mais il se détache de ce qui peut, selon lui, avoir le caractère d'un conflit soviéto-américain. Il est vrai qu'en ignorant le Vietnam de Bao Daï, Nehru est, aussi singulier que cela puisse paraître, en accord avec les principes de la politique américaine hostiles à l'intervention militaire d'une puissance occidentale dans les affaires intérieures des anciennes colonies. Cependant, cette politique a suscité, à Washington, quelques déconvenues, et l'agitation indonésienne est là pour le confirmer.

Au vrai, le State Department sait parfois modifier ses sentiments. Les intrigues soviétiques à l'étranger ne peuvent plus permettre de considérer avec tant de bienveillance les tentatives d'affranchissement de pays soumis à l'influence occidentale. On est de plus en plus convaincu à Washington que les pays qui proclament ainsi leur indépendance ne font le plus souvent que se dérober à la tutelle d'une puissance pour tomber sous la servitude soviétique.

Le pacte d'alliance que vient de conclure la Russie soviétique et la Chine "populaire" ne va pas manquer d'accroître en Asie le prestige de Mao Tsé Toung. Fort habilement présenté, ce pacte donne l'impression que Staline tient à laisser toute indépendance aux nations qui se recommandent de lui. Cependant, à l'examen, il se révèle beaucoup moins favorable à la Chine qu'il n'avait communément cru

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R004700050002-2  
 Arthur, Dairen et les chemins de fer mandchous. Cette restitution permet, à Moscou comme à Pékin, de flétrir le régime de Tchang Kai Chek qui avait consenti en août 1945, à la mainmise de l'URSS sur la Mandchourie. Le retrait soviétique ne sera d'ailleurs pas immédiat et, de la signature de cet accord à son exécution, prévue au plus tard pour 1952, la diplomatie soviétique aura sans doute opéré quelques variations. En abandonnant Port-Arthur, les Soviétiques se réservent d'ailleurs, en cas de guerre, le droit de s'y rétablir.

L'indépendance de la Mongolie extérieure est reconnue par Mao Tsé Toung. C'est, en effet, une concession du gouvernement populaire chinois puisque, jusqu'ici, il s'était réservé. Moscou, d'accord avec le gouvernement de Tchang Kai Chek, avait déjà reconnu cette indépendance, au demeurant fictive. L'économie du pays a été détournée vers l'URSS par les agents soviétiques; le trafic se fait vers le nord. L'abandon de la Mongolie ne peut être qu'une capitulation chinoise et il ne faut pas oublier qu'elle était considérée par les gouvernements antérieurs comme une des provinces les plus prospères de l'empire. Le docteur Sun Yat Sen disait que les ressources en viande de la Mongolie étaient plus riches que celles de l'Argentine.

A Moscou, Tchou En Lai, ministre des Affaires Etrangères du gouvernement de Pékin, a déclaré que l'URSS et la Chine constituaient désormais un bloc de 700 millions d'individus. Mais il est évident que c'est l'URSS qui manœuvre ce bloc. C'est ainsi que la Chine, aux termes de l'accord qui vient d'être signé, ne pourra conclure avec une autre puissance aucune alliance dirigée contre l'URSS. Celle-ci se fait aussi reconnaître le droit à l'assistance, militaire ou autre, de la Chine. Moscou s'engage aussi à intervenir au cas où la Chine serait l'objet d'une agression. Le Japon est même précisément désigné comme agresseur éventuel. Il restera donc au Kremlin à définir, selon l'opportunité, ce qu'il entendra par "agression contre la Chine de Mao Tsé Toung". Si les Anglais défendaient militairement leurs droits à Hong Kong, ou si les Américains soutenaient leurs intérêts à Formose, Moscou pourrait fort bien interpréter ces opérations comme une agression contre la Chine de Mao Tsé Toung.

"DU MONDE ENTIER..."

#### SPORT ET POLITIQUE.

Moscou a donné l'ordre au parti communiste finlandais de saboter l'organisation des Jeux Olympiques à Helsinki. Voici comment s'est opérée la manœuvre:

La grande organisation sportive finlandaise, chargée de préparer le programme des Jeux, est contrôlée en partie par les mouvements ouvriers, lesquels se trouvent eux-mêmes truffés d'éléments communistes. Ces derniers s'étant prononcés contre l'organisation des Jeux à Helsinki, un schisme s'est produit au sein de la Fédération finlandaise. Le ministre de l'Education nationale, devant ce problème, a annoncé que le Gouvernement ne voterait pas de crédits pour la préparation des Jeux tant que les difficultés se seraient pas aplanies ...

C'est ainsi que, par crainte du mouvement important de touristes et d'étrangers, de journalistes et de photographes qui se déplaceraient à Helsinki pour les Jeux Olympiques, le parti communiste finlandais cherche à saboter l'entreprise.

Pour bien comprendre l'attitude du parti communiste finlandais, il suffit de calculer la distance qui sépare le territoire finlandais de Leningrad ...

#### L'URSS SE PROPOSE DE REVOLUTIONNER LE MARCHÉ DE L'OR.

L'URSS qui est un gros producteur du métal jaune, se propose d'effectuer secrètement, sur le marché mondial, des ventes massives d'or, en contrariant la politique suivie à cet égard par les puissances de l'Atlantique et en contribuant ainsi à accroître les difficultés économiques du monde libre. De nombreux indices permettent de conclure que les préparatifs secrets en vue de l'exécution de ce projet battent leur plein en ce moment.

S.G.D.C.

# DU MONDE ENTIER...

ET SURTOUT DES ZONES DU SILENCE  
 par tous les moyens possibles officiels ou clandestins  
 par fils...par radio...par télé...par pigeon...par courrier spécial...par...

## SABOTAGES DANS LES PAYS SATELLISES.

Un cruel démenti à ceux qui prétendent gouverner  
 au nom de "la classe ouvrière".

Le gouvernement hongrois a publié, le 16 février dernier, un décret relatif à l'application de la peine de mort pour sabotage économique.

D'autre part, nous énumérons ci-dessous, quelques sabotages qui ont été commis en Roumanie dans le courant du mois de janvier:

Dans les premiers jours de janvier dernier, un acte de sabotage a eu lieu dans les locaux du "Bulletin Officiel" ("Monitorul Oficial").

Le sous-sol de l'immeuble, qui se trouve à Bucarest, boulevard Elisabeta, a été inondé. Tout le stock de papier de l'imprimerie du "Monitorul Oficial" a été détruit. L'enquête a établi que les robinets d'eau auraient été ouverts par une "main criminelle". C'est ainsi que le sous-sol a été inondé avant que l'on pût s'en apercevoir et prendre les mesures nécessaires.

Le 6 janvier, les ouvriers de la fabrique de textiles "Dambovitza", en représailles pour le fait d'avoir été obligés de travailler ce jour-là (la fête orthodoxe de la "Boboteaza" qui correspond au "jour des Rois"), ont provoqué l'effondrement d'un hall de machines où ont été détruits plus de 50 métiers de tissage. Les auteurs n'ont pas été découverts.

Le 9 janvier, se trouvaient prêts à être expédiés vers l'URSS, en gare de l'Est (Bucarest), 5 wagons de beurre. On ignore pour quelle raison ces wagons ont pris feu et ont été complètement détruits.

Le 10 janvier, un incendie a éclaté aux chantiers de "la Maison de Scanteia". L'on sait que le Parti Communiste avait décidé la construction d'une imprimerie à Bucarest devant porter le nom de "Maison de Scanteia" (journal du Parti Communiste). Tous les citoyens de Roumanie avaient été contraints de souscrire pour la construction de cette imprimerie.

Dès le mois de décembre 1949, on a commencé à entreposer les matériaux nécessaires à la construction de l'énorme édifice: Une caravane de quelques centaines de camions déchargeait à longueur de journée les matériaux et les travaux devaient commencer incessamment.

Le 10 janvier, un violent incendie, dont on ignore encore la cause, a anéanti le dépôt de matériaux.

Le 11 janvier, les halles en construction de la Plaza Obor ont pris feu. Bien que les ouvriers n'y travaillaient pas ce jour-là (en raison du froid), l'enquête a établi que le feu avait pris naissance au troisième étage. Or, par suite de l'interruption des travaux, personne n'aurait dû se trouver, ce jour-là, à cet endroit. La conclusion de la commission d'enquête est que le feu a été mis intentionnellement.

Ces sabotages continuels sont d'autant plus significatifs que leurs auteurs appartiennent à une couche sociale qui serait soi-disant privilégiée en Roumanie. Ces actes, ainsi que le récent décret du gouvernement hongrois, prouvent en effet que derrière le Rideau de Fer les ouvriers sont soumis à un régime d'oppression et d'esclavage qui leur est aussi intolérable qu'à toutes les autres catégories de la population.

Les hommes qui gouvernent les "démocraties populaires" prétendent détenir le pouvoir au nom de la classe ouvrière. Par les sabotages, les travailleurs des pays satellisés entendent donner à cette allégation un cruel démenti.

ROUMANIE

NOUVELLES DE ROUMANIE.

On nous signale que le "Congrès Mondial des Transports" qui vient de se tenir à Bucarest avait pour but secret de donner des instructions aux délégués des différents pays participants afin de saboter tous transports en cas de conflit avec l'URSS.

Nous apprenons (de sources yougoslave) que M. Alexandre GAVRILOVICI président de la colonie yougoslave de Roumanie, et Lioubomir GAVRILOVICI son fils, ont été arrêtés.

De même source, on nous fait savoir qu'un Comité Antititiste yougoslave sous la présidence de POPIVODA est en formation à Bucarest.

On nous informe qu'un "Ministère de la Collectivisation" est en formation. Le ministre serait désigné en la personne de M. MOGYOLOS.

M. BERCOVICI, qui se trouve à Prague, traite en ce moment la livraison à la Roumanie de deux usines thermo-électriques dont chacune aura 40.000 Kva.

On nous signale que dans les écoles maternelles on ne parle de STALINE que sous la dénomination suivante: "Tata Stalin" (papa STALINE).

On nous rapporte également que la direction d'une école a déclaré qu'une sélection de lettres faites à l'occasion de l'anniversaire de Staline (élèves, étudiants, intellectuels, etc ...) serait envoyée aux membres de l'ONU pour qu'ils puissent se "rendre compte des sentiments du peuple roumain pour leur sauveur et connaître sa popularité en Roumanie".

Nous apprenons que les habitants d'une zone de Moldavie, dite Zone III sur la lisière du village Arsuru du département de Falciu, n'ont pas reçu de "bulletin d'identité".

Nous apprenons par ailleurs qu'à Baia de Arama où l'on extrait divers métaux précieux, des ordres ont été donnés pour porter tout effort sur l'extraction du plomb. L'extraction de tout autre métal dans cette région a été arrêtée.

A Tofani, dans les environs de Brasov, une usine qui appartenait au groupe MALAEA, a été remise en fonction sur ordre soviétique. Elle travaillera pour le compte de la Défense Nationale

La grosse toile que l'on appelait couramment "toile américaine" s'appelle maintenant "Muncitorul" (travailleur).

On arrête en ce moment les membres de l'ancien parti libéral. Parmi les gens arrêtés se trouvent: Ionel TEODORESCO, Panait CRISTOFORATU (ancien secrétaire de l'organisation libérale locale), tous deux de Galatz.

Des bruits de stabilisation, dus à une communication de la B.B.C. et persistant depuis, troublent en ce moment les populations roumaines. Les devises, les monnaies d'or ont augmenté de plus du double. Des avis différents sont émis de part et d'autre. On parle aussi d'un estampillage des billets en circulation, estampillage au cours duquel les autorités retiendraient une partie des sommes qui leur seraient présentées.

Ces bruits cependant ne doivent être accueillis qu'avec réserve.

On signale que 40% des officiers d'Etat-Major faisant partie du Cdt de l'Etat-Major de l'Armée, ont fait l'objet d'une enquête ayant été accusés d'avoir divulgué des secrets militaires.

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R004700050002-2

Nous apprenons par un officier qui n'a pas encore été appréhendé que ces ar-

restations auraient pour but de justifier la nomination, à la tête du Grand Etat Major, d'un général soviétique qui mettrait fin aux "actes de trahison répétés".  
On déploie ces derniers temps, une grande activité pour l'organisation des cadres des unités chimiques.

C'est ainsi que 4 officiers supérieurs d'active qui avaient été mis à la retraite d'office et qui figurent parmi les plus grands spécialistes des gaz de combat, ont été rappelés au service.

Ce sont: le Colonel DOBROGEANU, Lt Cl IONESCU Tache, Major LAZAR, Major AR-SULESCO.

Tous les quatre ont été dirigés sur la ville de Fagaras pour y organiser une fabrique de masques contre les gaz et de gaz de combat; cette nouvelle fabrique fonctionne dans le local de la fabrique de poudres et explosifs de Fagaras.

Il est question de rappeler d'autres officiers spécialistes de cette question.

Une nouvelle vague d'arrestations massives s'est abattue sur le pays.

Cette fois on procède à l'arrestation des anciens officiers d'Etat-Major qui ont été révoqués d'office et spécialement ceux qui avaient été affectés à la 2<sup>e</sup> Section (Information et propagande) durant la dernière guerre.

Sont également arrêtés les membres de l'ancien parti libéral qui ne l'avaient pas été jusqu'à ce jour.

Ces arrestations sont opérées avec une très grande brutalité et beaucoup de persévérance.

Le pillage sous toutes ses formes continue à un rythme effrayant. On invente journellement de nouvelles méthodes et procédés pour soutirer au citoyen roumain son dernier sou.

Ainsi la dernière invention en matière de pillage est la "Nouvelle Loterie Populaire", qui est créée spécialement pour donner à la population ouvrière la possibilité de réaliser un gain.

Le titre en est très pompeux, mais la réalité est tout autre.

Au cours d'une conversation avec un fonctionnaire supérieur de la "Loterie Populaire d'Etat", celui-ci a fait la déclaration suivante:

"Cette loterie est un des vols les plus flagrants que l'on puisse connaître".

Par exemple, durant le mois de décembre, on a vendu 4.236.722 billets à 100 lei chacun, ce qui représente la somme coquette de 423.672.200 lei encaissés par le gouvernement.

Les lots distribués n'ont qu'une valeur de 3.980.000 lei.

Le public est trompé par l'annonce de 8.389 lots, alors qu'en fait 8.000 gagnants voient seulement leur mise doublée, ce qui ramène le nombre réel de lots à 389.

Ce n'est plus une loterie, mais une exploitation systématique de la crédulité des paysans roumains.

BULGARIE

ASSASSINATS ET DISPARITIONS EN BULGARIE.

Les communistes bulgares procèdent à la soviétisation de la Bulgarie qui s'effectue dans les larmes et dans le sang.

Une terreur continuelle règne dans le pays. Déjà, le V<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste avait décidé la liquidation de tous les militants importants de l'opposition, en premier lieu ceux du parti paysan. Les présidents et les secrétaires des organisations locales de ce parti, ainsi que ceux des jeunesses agrariennes, disparaissent "sans laisser de traces". Ils sont, soit assassinés, purement et simplement, soit torturés jusqu'à la mort, soit, dans le meilleur des cas, envoyés dans des camps de concentration.

Le but de cette terreur est de transformer la Bulgarie en un vaste camp de concentration où chaque citoyen tremble pour sa vie, de briser toute opposition, et, de prolétarianiser, par la pression économique, la classe paysanne.

Voilà les renseignements qui nous sont parvenus à ce sujet:  
1) Ilie Kara-Bonkov, vice-président des organisations du Parti paysan dans la ville de Svilengrad, a été assassiné par la Milice;

28°) Jovan Terdzija, militant agrarien, du village de Strandja, de la région de Elhovo, a été enlevé par la Milice. Peu de temps après, on a retrouvé son corps décapité;

3°) Andrea Roditchkov, militant agrarien du village de Hlebarovo, de la région de Topolovgrade, a été assassiné et son corps a été jeté devant sa maison;

4°) Les frères Gelijsko et Ivan Stoïnov, étudiants, disparus sans laisser de traces;

5°) Gueorgui Iantchev Tutundjiev, membre des Jeunesses agrariennes, a disparu de Sofia "sans laisser de traces";

6°) Petar Manfourov, du village de Valtchapoliana, a été arrêté, torturé et poussé au suicide;

7°) Andrei Kostadinov Komenov, militant de l'organisation du Parti Paysan de Komenets, a été arrêté et sauvagement battu;

8°) Ianko Konov, du village de Osmo Kalougouerovo, qui se trouvait à la tête de l'organisation du Parti Paysan de son village, a été sauvagement décapité à la hache par deux communistes;

9°) Valkan Assenov Valkanov, de la ville de Elhovo, président de l'organisation régionale du Parti Paysan, a disparu sans laisser de traces;

10°) Bojil Zaprekov, de la ville de Svilengrad, militant agrarien, a été arrêté au mois de mars 1949 et, depuis, on a perdu sa trace;

11°) Gospodin Stovanov Guitchev, du village de Lissovo, militant agrarien, a été enlevé par la Milice au mois de mars et l'on perd sa trace;

12°) Gueorgui Atanassov, du village de Vardara, disparu sans laisser de traces de la direction de la "Sécurité Nationale" en janvier 1949;

13°) Lantcho Tontchev, Gogo Tontchev, Stovan Mintchev, Stovanov, Ivan Kissalov et Anguel Tchengalov, de la région de Elhovo, ont été arrêtés en avril de l'année dernière et l'on est sans nouvelles d'eux;

14°) Trois corps ont été découverts déchiquetés par des chiens dans l'endroit "Sarfaçon", près du village de Fakia;

15°) Trois autres corps ont été également découverts, déchiquetés par des chiens, près du village de Gorno Iabalkovo;

16°) Depuis 1948, des dizaines de citoyens bulgares ont été amenés dans l'endroit appelé "Tourski dol", près de Sredetz, pour y être assassinés;

17°) Presque chaque nuit, sur ordre du commissaire politique Popov, commandant le district frontalier, on amène des détenus de l'intérieur du pays, dans l'endroit appelé "Pacha Dere", près de Sredetz, pour les assassiner. On laisse leurs corps sur place afin d'effrayer la population.

Ce ne sont que quelques renseignements incomplets sur la terreur qui règne en Bulgarie. Le peuple bulgare n'a même pas la possibilité de protester. Il est baillonné. Les hurlements des suppliciés et les pleurs de leurs parents n'arrivent pas à franchir le Rideau de Fer, ni à se faire entendre de l'Occident encore libre.

#### LES CAMPS DE CONCENTRATION EN BULGARIE.

Il existe vingt camps de concentration ou de travail forcé en Bulgarie:

1°) LE CAMP DE ROSSITZA, qui est considéré comme l'un des plus durs. Six mille détenus y construisent un barrage. Après douze heures de travail par jour, chaque détenu est obligé de faire, à tour de rôle, une conférence politique le soir. C'est cette conférence qui décide de son sort ultérieur;

2°) LE CAMP DE KOPRINKA, près de Kazanlik. Ce camp contient mille détenus qui travaillent à l'édification d'un barrage sur la rivière de Toundja;

3°) LE CAMP DE TACS BOAZ, dans lequel deux mille détenus travaillent à l'édification d'un barrage sur la rivière Tchernia Sutka, entre Batak et Dospat;

4°) LE CAMP DE KOUTZIAN, où sept mille détenus travaillent dans des conditions épouvantables à l'extraction du charbon. Ce camp se trouve à Pernik, à quarante kilomètres de Sofia;

5°) LE CAMP DE BOBOV DOL, qui est considéré comme un camp disciplinaire dépendant du camp de Koutzian. Deux mille détenus y travaillent, soit à l'extraction du charbon, soit à la confection de briques, soumis journellement aux sévices et aux tortures infligés par le directeur du camp;

6°) LA MINE DE PIRIN, dans laquelle deux mille détenus travaillent à l'extraction du charbon;

7°) Dans LES CAMPS DE LA DOBROUDJA, dont le plus célèbre est le camp de Zagrad,

où se trouvent quatre mille détenus qui travaillent dans des conditions qui ne sont pas différentes de celles qui existaient dans les camps de concentration en Allemagne;

- 8°) LE CAMP DE GENERAL TODOROV, comprend quinze cents personnes;
- 9°) LE CAMP PRES DU VILLAGE DE BELITSA, dans la région de Razlog, dans la Macédoine bulgare;
- 10°) LE CAMP DE BELI ISKAR, comprend mille détenus qui travaillent à l'édition du barrage de Rossitza;
- 11°) LE CAMP DE HAIN BOAZ, comprend trois mille personnes des brigades du travail volontaire, qui travaillent à la construction d'une route de montagne;
- 12°) LE CAMP DE LA MINE TCHERNO MORE emploie trois mille détenus à l'extraction du charbon;
- 13°) DANS LA MINE DE CUIVRE PLAKALNITSA, mille détenus y sont employés;
- 14°) DANS LE CAMP DE TOPOLNITSA, les détenus travaillent à la construction d'un barrage;
- 15°) LE CAMP DE ZLATNA PANEGA, où mille détenus travaillent à la construction d'un barrage;
- 16°) DANS LE CAMP DE TCHERVEN BRIAG, deux mille détenus travaillaient à la construction d'un barrage;
- 17°) DANS LE CAMP DE MALKO ELKHOVO, trois mille détenus travaillaient par tous les temps à la construction d'une ligne de chemin de fer;
- 18°) LE CAMP DE DIERVICHKA MOGUILA;
- 19°) LE CAMP QUI SE TROUVE ENTRE LES VILLES DE TROYAN ET KARLOVO comprend trois mille cinq cent détenus;
- 20°) DANS LES CAMPS DE MAKOTSEVO, KLISSOURA ET SOPOT se trouvent six mille détenus.

## TCHÉCOSLOVAQUIE

### ATTENTION AUX ESPIONS.

Avec le consentement du ministère de l'intérieur, le ministère de l'Industrie tchécoslovaque a publié un Décret (n° 2.000-1.672-49), qui concerne tous les Tchécoslovaques voyageant à l'étranger. D'après ce décret, toutes les personnes qui ont reçu l'autorisation de se rendre à l'étranger, sont obligés de remettre, dans un délai de 15 jours, après leur retour un rapport détaillé sur leurs "observations économiques" dans les pays qu'elles ont visités. Celles qui ne donneront pas suite à cet ordre se verront retirer leur permis de voyage.

Les Etats démocratiques doivent donc saisir l'importance de cette nouvelle mesure qui fait de tous les voyageurs tchécoslovaques officiels des espions. Les autorités devront dès lors prendre des mesures appropriées pour ne pas accorder de visa aux espions officiellement annoncés.

## Encore de ROUMANIE

### L'UTILISATION DES COMPETENCES.

Les anciens professeurs de langues et littératures étrangères de l'Université de Bucarest ont été liquidés. On a confié les chaires respectives à des personnes sans aucune préparation intellectuelle, choisies en raison de leur activité politique.

Ainsi, la chaire de littérature italienne a été confiée à un jeune homme de 27 ans qui s'applique à écorcher la langue de Pétrarque avec un zèle égal à celui qu'il avait mis à servir le Parti. On nous dit qu'il a annoncé un cours sur "LO INFERNO di DANTE".

Il expliquait récemment à ses élèves stupéfaits que "Astyanax", fils d'Enée, était le héros de la tragédie de Racine: Andromaque."